terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2023

Qui sommes-nous ?

Terra Nova est une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général.

Fondée en 2008, elle promeut, à travers ses publications et ses événements, des propositions innovantes et opérationnelles dans tous les domaines des politiques publiques. Ces propositions conjuguent le réalisme et la recherche du progrès économique, social et environnemental.

L'association réunit des profils et sensibilités multiples. Chercheurs, acteurs de terrain, élus, représentants d'entreprises, associations et partenaires sociaux… prennent part aux travaux de Terra Nova dans le cadre de groupes de travail, d'auditions ou de rencontres publiques.

Terra Nova diffuse gratuitement ses travaux via son site web www.tnova.fr et ses réseaux sociaux auprès d'un large public.

Quatorze ans après son lancement, Terra Nova est devenu un acteur clé de la réflexion politique en France. Cette réussite repose sur une triple spécificité :

- En amont, **la densité de son réseau d'experts**, constitué de près de 300 personnalités qualifiées, françaises et européennes, issues de tous horizons…
- En aval, **sa capacité de diffusion** auprès de tous, du grand public (diffusion des notes et rapports en accès gratuit sur internet, organisation de conférences, de forums, de débats…) aux décideurs politiques (séminaires, petits déjeuners, publications ciblées…).
- Au cœur, **la qualité et le rythme de ses productions** : en 2023, Terra Nova a publié plus de **185** notes, études et rapports sur une grande diversité d'enjeux : crise sanitaire, élections présidentielles, transition alimentaire, innovation démocratique…

SOMMAIRE

1 Les faits marquants de l'année 2023

2 Les productions de Terra Nova et de La Grande Conversation

3 Terra Nova dans les médias

4 Echanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2023

5 Nos ressources

1

Les faits marquants de l'année 2023

2023

Notre année 2023 a été marquée par l'événement **Place(s) de la Démocratie** organisé en collaboration avec la Ville de Nancy, que nous remercions de vous avoir accueillis fin septembre 2023.
Ce grand forum sur les nouvelles pratiques démocratique sur trois jours, du 29 septembre au 1er octobre 2023 a été l'occasion de débattre sur la crise de notre démocratie et les perspectives de sa réinvention avec de nombreux intervenants, des intellectuels, des responsables politiques de premier plan, des acteurs de la société civile. Place(s) de la démocratie a aussi mis en lumière la nécessité d'inventer de nouvelles formes de délibération, et de mettre en place des innovations démocratiques. Nous avons proposé aux citoyens d'expérimenter de nouvelles façons de délibérer, de décider ensemble dans le cadre d'ateliers participatifs et de jeux démocratiques organisés dans toute la ville de Nancy.

La Grande Conversation, notre revue intellectuelle et politique s'est dotée cette année de son propre site Internet www.lagrandeconversation.com. Nous y proposons des analyses qui structurent l'espace de la délibération politique, en promouvant la confrontation des idées et des opinions sous la forme d'articles et de controverses.

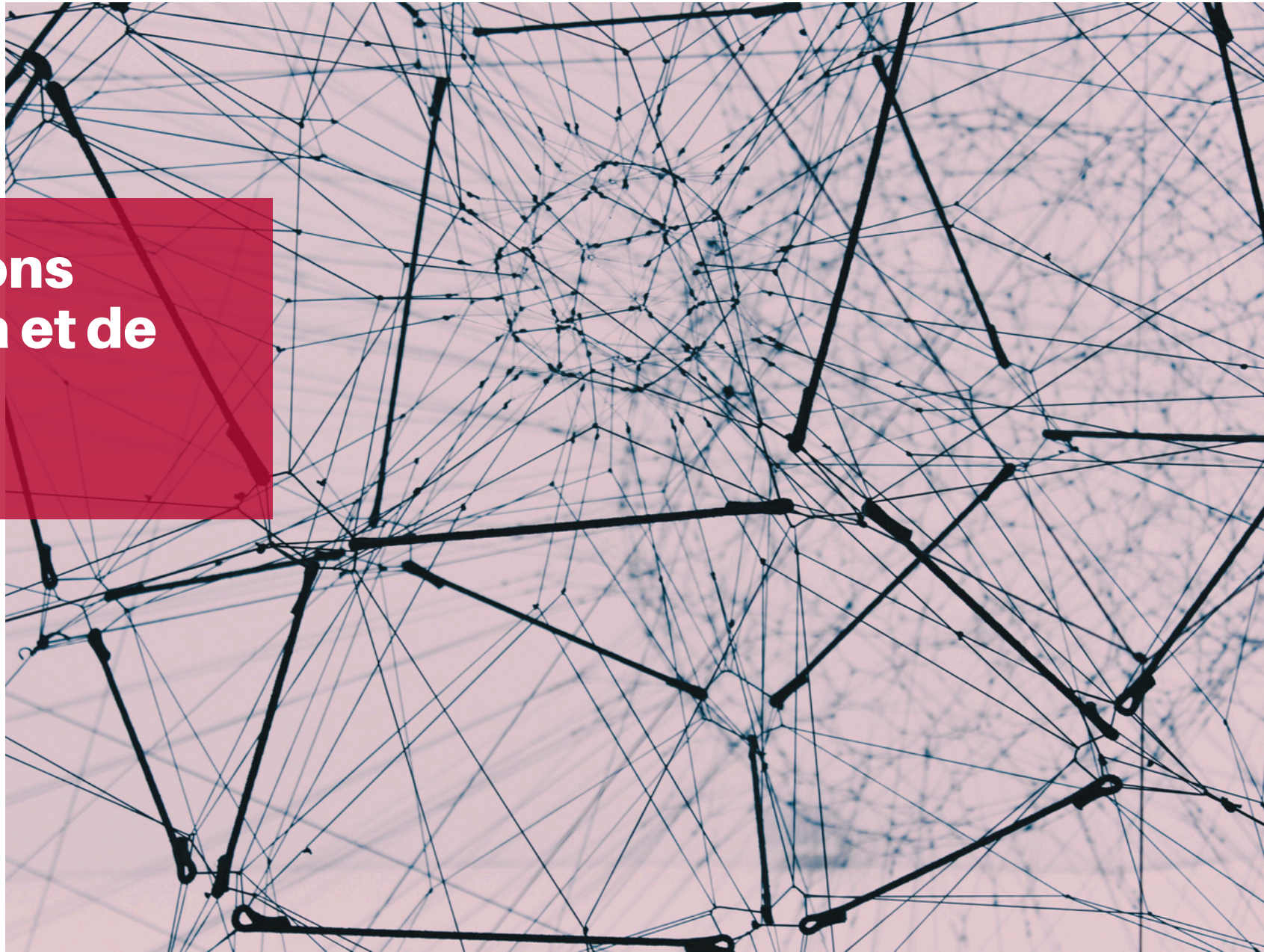
La Grande Conversation, ce sont aussi des dossiers thématiques sur des thématiques au coeur du débat public et politique aujourd'hui, la santé, le logement, la transition écologique. Ce sont également des rubriques dédiées aux grands enjeux géopolitiques actuels, en particulier la guerre en Ukraine, avec de nombreuses contributions d'experts, d'économistes, d'anciens diplomates et de chercheurs en relations internationales pour analyser l'impact de ce conflit sur l'équilibre géopolitique européen et mondial.

En 2023, nous avons continué à proposer régulièrement des réunions de présentation de nos travaux, des petits déjeuners autour de personnalités (en présentiel et en distanciel) et à prendre part à de nombreux événements (tables-rondes, colloques, observatoires) avec nos partenaires.

terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE

2

Les productions de Terra Nova et de La Grande Conversation



2.1 LA PRODUCTION EN CHIFFRES

En 2023, Terra Nova a publié

31 notes, études et rapports

En raison de l'activité du site La Grande Conversation, ouvert en 2023, un effort particulier a été concentré sur ces articles, diminuant de fait le rythme de publications de Terra Nova

784 pages au total

(soit 25 pages en moyenne par document).

La Grande Conversation a publié

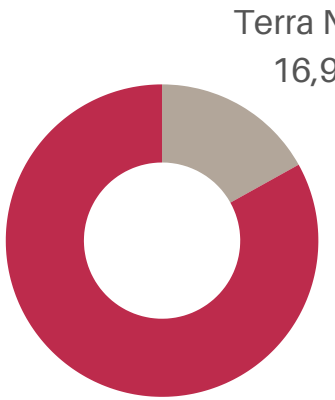
162 articles et entretiens

Le rythme de publications sur le site de La Grande Conversation est particulièrement élevé grace au format court des articles et entretiens en lien avec l'actualité

2293 pages au total

(soit 14 pages en moyenne par document).

Nos publications en pourcentage



La réalisation des notes, études et rapports a mobilisé

plus de 150 contributeurs.

Remerciements
Terra Nova remercie les experts bénévoles, les membres du Comité éditorial, les stagiaires et toutes celles et ceux qui participent à son développement. Merci tout particulièrement à Albert Domenech. Leur présence est indispensable au bon fonctionnement de Terra Nova.

2.2. PUBLICATIONS TERRA NOVA

LA RECHERCHE MÉDICALE EN FRANCE, BILAN ET PROPOSITIONS

Par Alain Fischer

La recherche biomédicale est en recul en France. Moyens insuffisants, stratégie peu lisible, organisation complexe sous une administration trop lourde, perte de vocations... Quel que soit l'indicateur observé, pour la recherche scientifique en général et la recherche en santé en particulier, notre pays n'est pas au rendez-vous; la part, par exemple, de la France dans les publications scientifiques mondiales a baissé de 34% entre 2005 et 2018. Le constat mérite attention, car les défis de la santé pour demain sont, plus que jamais avec la crise Covid, en haut des agendas politiques et sociétaux. Alain Fischer explore ici avec précision le diagnostic de ce qui dysfonctionne, pour bâtir un plan d'actions en douze propositions.

LEÇONS DU NORD DE L'EUROPE. LES ENSEIGNEMENTS POUR LA FRANCE DE LA TAXE CARBONE SUÉDOISE

Par Hippolyte Dervaux

Sujet tabou en France depuis le mouvement des Gilets Jaunes, la taxe carbone a été un succès remarquable en Suède. Comment est-ce possible ? Peut-on tirer des leçons de la méthode suédoise ?

POURQUOI LE MOTEUR FRANCO-ALLEMAND EST AU POINT MORT

La chronique de Jean Pisani-Ferry

L'anniversaire du traité de l'Elysée est une occasion de faire le point sur le « moteur » franco-allemand. Les sujets de désaccords s'accumulent depuis plusieurs mois : politique de l'énergie, politique européenne de Défense, relation transatlantique. Pourtant, si la France et l'Allemagne arrivaient à réduire leurs différents sur ces dossiers, l'ensemble de l'Europe y serait gagnante.

LE BIO EN BAISSE : SIMPLE RALENTISSEMENT OU VÉRITABLE DÉCROCHAGE?

Par Suzanne Gorge

Alors que le bio traverse une période difficile, Terra Nova a cherché à comprendre quelles étaient les causes de cette baisse de consommation. Dans ce rapport, nous formulons des propositions pour que le bio retrouve sa place de filière exigeante répondant aux enjeux de la transition et aux attentes des consommateurs.

COMMENT RÉUSSIR LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE?

Par Pascal Canfin

La transition écologique de nos agricultures reste largement à construire. Pour avancer dans cette direction, il faut conjuguer résilience écologique, création de valeur pour les agriculteurs et souveraineté alimentaire. C'est sur cette base que pourra être scellée, en France comme en Europe, une nouvelle alliance entre les forces de progrès du monde politique et des mondes agricoles. Concrètement, cela implique de créer les conditions économiques pour réorienter les calculs et les choix des agriculteurs, de l'industrie agroalimentaire, des coopératives, de la grande distribution et des consommateurs, afin de rendre viable une politique de l'offre agroécologique. Faire se rejoindre les intérêts des agriculteurs avec ceux de la société, de l'économie et de l'écologie est la clé de la réussite. C'est le sens des propositions portées ici par Pascal Canfin.

RÉINVENTER L'UNION EUROPÉENNE DANS UN MONDE TRANSFORMÉ

La chronique de Jean Pisani-Ferry

Le nouveau contexte géopolitique marqué par l'affrontement des puissances et la rejet croissant des normes occidentales par le Sud Global fragilise la stratégie d'influence européenne, qui se fondait depuis une vingtaine d'années sur la diffusion mondiale de ses standards de régulation. Pour survivre dans un monde où les pouvoirs autocratiques bafouent ouvertement les règles de l'ordre international, les Etats membres de l'Union européenne doivent se donner une nouvelle boussole.

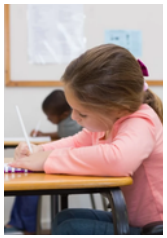
LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES : UN MODÈLE À CONSOLIDER

Par Kenza Tahri

Sujet longtemps enterré dans le secret des familles ou le déni des institutions, les violences conjugales sont devenues ces dernières années un domaine d'intervention publique mieux pris en compte. Des chiffres et des situations de risque mieux répertoriées permettent de prendre conscience de l'ampleur du phénomène, longtemps sous-estimé tant par sa gravité que par sa fréquence. Pour autant, malgré une réelle prise de conscience et un début de libération de la parole, les progrès restent insuffisants et le nombre de femmes tuées par leur conjoint demeure terriblement élevé.

LES DILEMMES DE L'ÉCOLE INCLUSIVE

Par Nadia Picon



Tous les enfants en situation de handicap ont le droit d'accéder à l'éducation. Mais cette « inclusion scolaire » est loin d'être effective. Quelles sont les difficultés rencontrées concrètement par les enfants, leurs familles et les équipes pédagogiques chargées de les accueillir ? Comment rapprocher les déclarations de principes et les pratiques ?

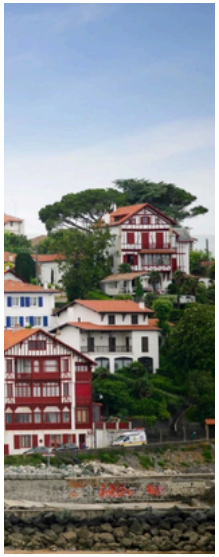
LA « RIVALITÉ COOPÉRATIVE » PEUT-ELLE FONCTIONNER ?

Par Jean Pisani-Ferry

La rivalité entre la Chine et les Etats-Unis s'impose désormais dans l'agenda international. Pourtant, sans une coopération des grandes puissances, nous ne pourrons pas surmonter les défis communs. Comment inventer la compétition adaptée au besoin de travail en commun ?

LOGEMENT : PRIORITÉ AUX RÉSIDENTS PERMANENTS ?

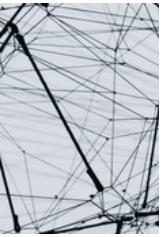
Par Louise Cormier, Bernard Vorms, Claude Taffin, Groupe Logement de Terra Nova



Dans de nombreuses zones sur le territoire national, les élus locaux sont confrontés à des demandes d'habitants de privilégier l'accès au parc locatif privé et social ou l'accession à la propriété aux résidents locaux, voire de le leur réserver. Cette revendication de plus en plus bruyante témoigne des tensions du marché du logement, au-delà des centres urbains, dans des zones où la rivalité des usages, avec les locations touristiques, les déménagements post-Covid ou l'attrait des résidences secondaires notamment, est forte. Quand le logement social est insuffisant pour répondre à l'aspiration résidentielle, la puissance publique dispose-t-elle d'autres moyens que de produire des logements sociaux pour répondre à ces demandes ?

LE PRIMAT SANS FREIN DE LA GÉOPOLITIQUE ENTRAÎNERAIT UN DÉSASTRE ÉCONOMIQUE

L'analyse de Jean Pisani-Ferry



Les économistes et les experts en géopolitique ont des points de vue souvent opposés sur les relations internationales. A propos de la Chine, les enjeux de sécurité ont largement pris le dessus dans la période récente. Mais les économistes doivent faire entendre leur point de vue sur les risques d'une fragmentation de l'économie mondiale.

CLIMAT : QUE VA CHOISIR L'EUROPE ?

L'analyse de Jean Pisani-Ferry

L'Union européenne, à travers son Pacte Vert, ne s'est pas seulement engagée à respecter les accords de Paris pour la défense du climat. Elle veut également assurer la compétitivité de son industrie, continuer de se conformer aux règles du système multilatéral, et restaurer la discipline budgétaire. Peut-elle tenir tous ces objectifs simultanément ? Et, si non, quel renoncement serait le moins coûteux ?

L'IMMOBILIER VA BAISSER… TANT MIEUX ?

Par Alexandre Lhussier, Guillaume Hannezo, Thierry Pech, Fipaddict

La hausse des taux d'intérêts va provoquer une baisse importante des prix immobiliers – le calcul économique suggère une baisse de l'ordre de 20 % à environnement de taux constant. Cette baisse est une bonne nouvelle du point de vue des inégalités patrimoniales et intergénérationnelles. Et il vaut mieux qu'elle soit rapide pour que les nouveaux accédants n'en paient pas le prix. Les propriétaires immobiliers tenteront toutefois de ralentir la baisse des rendements et des valeurs en exigeant des mesures de soutien fiscales et budgétaires. Nous ne pensons pas qu'elles soient justifiées. En revanche, des mesures transitoires devront être prises pour éviter un « krach » de la construction neuve. Et surtout, la baisse des prix, ne doit pas mettre au second plan les politiques structurelles en faveur de la construction neuve et de la transition énergétique.

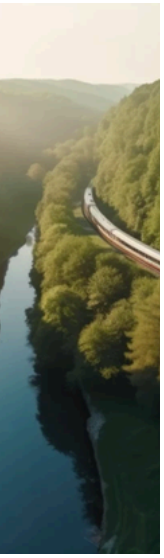
FACTURES D'ÉNERGIE : APRÈS LE BOUCLIER TARIFAIRE, LE FILET SOLIDAIRE

Par Marie Dégremont, Nicolas Goldberg

Comment atténuer durablement la hausse des prix de l'énergie pour les consommateurs (tout en préservant notre environnement et les finances publiques) ?

DÉCARBONER LES TRANSPORTS ET LES MOBILITÉS : QUELLES RÉPONSES EFFICACES FACE AUX URGENCES ?

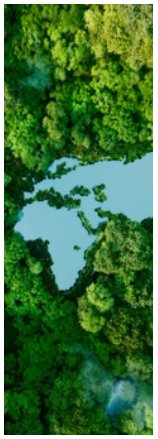
Par Patrice Geoffron, Benoît Thirion



La décarbonation des transports et des mobilités, premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France et premier secteur consommateur d'énergie, est un impératif, dont l'urgence est renforcée par le dérèglement climatique, la crise énergétique et les risques d'instabilité économique et sociale. Alors que la Première ministre a dévoilé un plan d'action visant à accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et que la programmation énergie-climat doit être discutée à l'automne, cette note expose une vision globale de la décarbonation des déplacements du quotidien par voie terrestre en France, sur longue et moyenne distance, qui ont longtemps constitué un angle mort des politiques publiques alors qu'ils représentent des enjeux essentiels en termes sociaux et environnementaux. Elle est centrée sur des investissements et mesures « sans regret » à déployer dès à présent, pour avoir un impact avant 2030.

CLIMAT ET COMMERCE : POUR UN MULTILATÉRALISME EN COMMUN

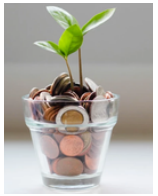
Par Sébastien Jean, Denis Tersen



Il y a urgence. Malgré les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris de décembre 2015, et les avancées modestes obtenues depuis au gré des forums diplomatiques pour le climat, le monde est en retard dans sa lutte contre le réchauffement de la planète. D'après le GIEC, la trajectoire mondiale est plus proche des 3°C de réchauffement à l'horizon 2100 que des 1,5°-2°C attendus de l'accord de Paris. Les acteurs publics et privés doivent s'engager plus résolument, et les grandes puissances économiques ont une responsabilité particulière en la matière.

FAUT-IL FINANCER LES INVESTISSEMENTS POUR LE CLIMAT PAR LA DETTE ?

L'analyse de Jean Pisani-Ferry



L'Europe s'est engagée à investir dans la défense du climat. Mais quels financements mobiliser pour mener les chantiers de la neutralité climatique ? Le secteur privé ne sera pas toujours le plus efficace. Le recours à la dette publique doit-il être écarté ?

Faire entrer les citoyens à l'Assemblée : PROPOSITIONS POUR RAPPROCHER DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Par Denis Baranger, Thierry Pech

On oppose souvent démocratie participative et démocratie représentative, en particulier au sujet des conventions citoyennes qui ont été parfois accusées de faire le travail du Parlement à sa place. Denis Baranger et Thierry Pech proposent de renverser complètement la perspective : pour eux, le Parlement peut être l'avenir de la démocratie participative, et réciproquement. Ils suggèrent pour cela de les associer étroitement dans une procédure originale.

BUDGET SENSIBLE AU GENRE : MESURE SYMBOLIQUE OU PAS DE PLUS VERS L'ÉGALITÉ ?

Par Kenza Tahri

Déjà développé dans plusieurs villes, le budget sensible au genre (ou intégrant l'égalité) cherche à éviter que les dépenses publiques ne renforcent les inégalités de genre. Il s'agit promouvoir un budget qui profite à tout le monde de manière équitable : aux hommes, aux femmes, aux garçons et aux filles. Quelles sont les conditions de réussite de cette démarche ?

EN FINIR DURABLEMENT AVEC LA SURPOPULATION CARCÉRALE

Par Théo Bassette

En 2020, à l'occasion de la crise sanitaire, les pouvoirs publics ont mis en œuvre plusieurs mesures visant à réduire fortement le taux d'occupation des prisons françaises. Ces dispositifs (réductions de peine exceptionnelles, développement des aménagements de peine, promotion des alternatives à l'incarcération…), considérés comme une opportunité historique de mettre fin à la surpopulation carcérale, ont permis une forte déflation du nombre de personnes détenues.

En mars 2023, avec plus de 72 000 personnes détenues hébergées et un taux d'occupation de 118,7%, la surpopulation carcérale prend une ampleur toujours plus inquiétante. Face au caractère très éphémère des effets des mesures d'urgence prises lors de la crise sanitaire, il convient de s'interroger sur les vecteurs d'une prévention durable de la surpopulation.

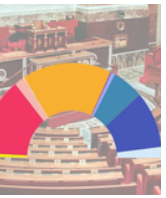
QUEL AVENIR POUR L'IMPÔT LOCAL ? QUEL FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS LOCAUX ?

Par Claire Delpech, le Groupe fiscalité de Terra Nova

Que devient la « libre administration » des collectivités locales si celles-ci ne disposent plus de ressources autonomes ? Autant pour des raisons de solidarité locale que pour mener des projets de développement territoriaux, les élus locaux n'ont-ils pas besoin de retrouver un pouvoir fiscal ?

PROPORTIONNELLE : LE RETOUR

Par Jean-François Laslier, Jérôme Lang, Thierry Pech, Manel Ayadi



Beaucoup proposent d'introduire une dose de proportionnelle dans le scrutin des élections législatives, voire de passer à une proportionnelle intégrale. Mais selon quelles modalités et avec quelles conséquences ? La présente étude envisage quatre modèles possibles et analyse leurs vertus et limites.

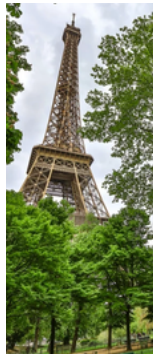
UNE FISCALITÉ ÉLASTIQUE SUR LES CARBURANTS POUR AMORTIR LES VARIATIONS DE PRIX

Par Quentin Perrier

La hausse des prix à la pompe met les décideurs publics devant un dilemme : comment protéger le budget des consommateurs tout en les incitant à la décarbonation ? Cette note soutient qu'une nouvelle architecture de la fiscalité sur les carburants permettrait de concilier ces objectifs : en cas de flambée du baril sur les marchés internationaux, le taux de la taxe diminuerait afin d'atténuer l'impact sur les prix à la pompe ; inversement, il augmenterait lorsque les prix baissent, afin de préserver l'incitation à décarboner.

LA MAISON BRÛLE, MAIS NOUS NE REGARDONS PLUS AILLEURS

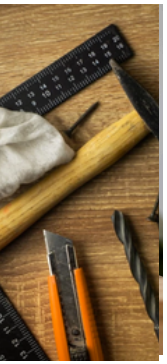
Par Emmanuel Grégoire



Le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le document qui fixe la stratégie de la ville pour son aménagement dans les 10 à 15 ans à venir, en particulier pour la construction. La ville de Paris vient de présenter ce document qui, dans la suite des premiers efforts engagés depuis les années 2000, porte pour la première fois le qualificcatif de « bioclimatique » parce qu'il met au centre de ses préoccupations le dérèglement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et les effets du réchauffement sur la vie des Parisiennes et Parisiens.

LA RÉPARATION : DES BÉNÉFICES ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES ENCORE À PROMOUVOIR

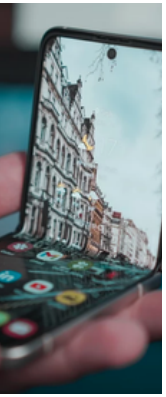
Par Carola Guyot Phung, Suzanne Gorge



Dans la continuité de ses travaux sur la gestion des déchets et l'utilisation des plastiques à usage unique, Terra Nova poursuit ses réflexions sur le développement de l'économie circulaire. Celle-ci cherche à promouvoir un nouveau cycle de consommation : à la séquence extraire-consommer-jeter, elle propose de substituer le circuit : extraire-consommer-réparer-recycler. Le « jetable » gaspille les ressources et contribue à l'accumulation des déchets. Encore faut-il savoir effectuer soi-même une réparation, trouver une pièce de remplacement ou un réparateur accessible…

LE CAPITAL NUMÉRIQUE

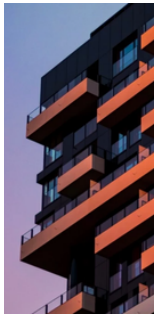
Par Philippe Englebert, Clément Bacchi



Opportunité considérable pour une grande partie de la population, les fruits de la révolution numérique se sont aujourd'hui largement répandus dans toute notre économie et notre société, rendant incontournable l'usage du numérique dans le quotidien des Français (travail, services publics, santé, etc.). Pourtant, plus de 16 millions de nos concitoyens ne maîtrisent pas le numérique, phénomène en progression et touchant également les plus jeunes. Dans ce contexte, il apparaît que les déterminants socio-économiques traditionnels ne suffisent plus à expliquer cette nouvelle forme de fracture sociale.

SANTÉ ET CONFORT DANS L'HABITAT : DES LIENS SI ÉVIDENTS QU'ILS NE SONT PAS BIEN VUS

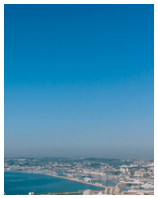
Par Mélanie Heard



Les confinements dus à la crise de Covid-19 ont remis en avant l'importance de la qualité de l'air intérieur et, plus généralement, les risques sanitaires liés au logement : les pathologies respiratoires, les intoxications mais aussi la précarité énergétique, le surpeuplement etc. Les mauvaises conditions de logement sont l'un des mécanismes par lesquels les inégalités sociales et environnementales se traduisent en inégalités de santé, de qualité de vie et de bien-être.

"MARSEILLE EN GRAND", UN PARI IMPOSSIBLE ?

Par Alexis Gibellini



Deux ans après le lancement du plan "Marseille en Grand", et suite à un "acte 2" récemment lancé par le Président de la République en juin 2023, il est temps de faire un point d'étape sur le déploiement de cette initiative et les premiers résultats obtenus dans la deuxième ville de France.

DE L'URGENCE D'UNE GRANDE RÉFORME DE LA FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS

Par Florence Rizzo, Marc-Olivier Padis

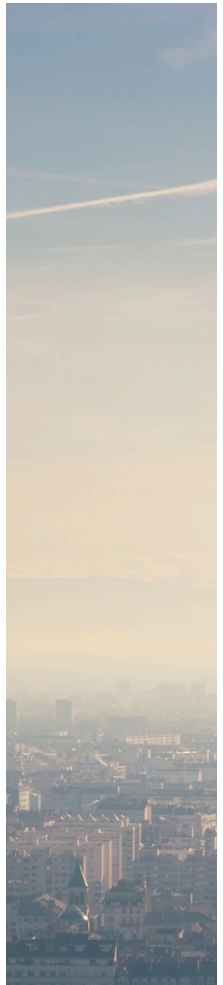
Nous sommes face à un constat partagé : l'école française ne garantit plus la réussite des élèves et n'offre plus un cadre digne et épanouissant pour les femmes et les hommes qui se consacrent à l'éducation des futures générations.

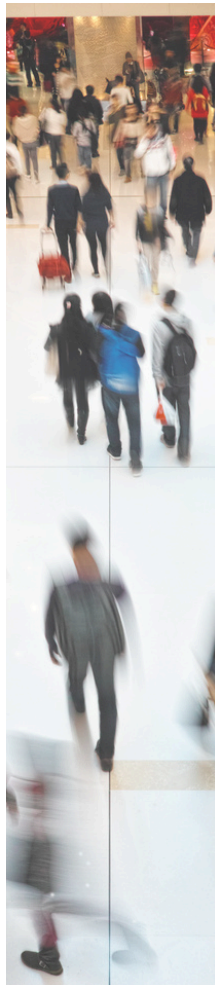
Pour remédier à cette situation, les réformes se sont enchainées, s'intéressant aux programmes, aux examens, à l'organisation générale... Aucune n'a enrayé le phénomène car elles n'ont pas mis au centre la lutte contre la solitude des enseignants. Face aux défis quotidiens, aux missions de plus en plus nombreuses et aux mutations sociales, les enseignants ne sont que très peu accompagnés. L'École actuelle tient en grande partie sur leur capacité à se mobiliser, souvent sur leur temps personnel.

UN TOURNANT POLITIQUE ET MORAL

Par Thierry Pech

Les votes du Sénat et de l'Assemblée nationale sur le texte immigration mardi 19 décembre marquent un point de bascule dans notre vie politique. Le macronisme se révèle désormais sans substance, ni boussole.





La Grande Conversation, la revue en ligne de Terra Nova

La Grande Conversation est la revue intellectuelle et politique de Terra Nova. Créé en 2021, son ambition est de nourrir la conversation démocratique, c'est-à-dire l'échange civilisé des arguments et des idées sans lesquels il n'est pas de débat public fructueux. La controverse y a sa place, mais pas la disqualification ; la contradiction, mais pas l'invective ; le pluralisme, mais pas les affirmations gratuites ou infondées.

La Grande Conversation veut également offrir aux différentes composantes de l'arc progressiste une plateforme intellectuelle qui renouvelle leur compréhension des problèmes contemporains : la radicalité y a droit de cité, mais pas l'extrémisme ; le désir de traiter les problèmes à la racine, mais pas les remises en cause du pacte républicain, de l'État de droit et de la démocratie.

La Grande Conversation accueille des contributions de sensibilités variées qui ne reflètent pas nécessairement les positions de Terra Nova et peuvent même les questionner ou les critiquer.

- Créé en octobre 2021, La Grande Conversation vise à redonner vie à la conversation démocratique au seuil d'un cycle électoral majeur. Le nouveau paysage médiatique morcelé et chaotique, centré sur le clash et le buzz, rend nécessaire l'apparition de sites qui privilégient le débat de fond, l'échange des arguments et le sens critique. **Tel est le projet de notre revue : animer en France un débat d'idées, en rupture avec le théâtre d'ombres et le jeu de masques qu'est devenu le non-dialogue démocratique dans notre pays.**

- La construction de clivages fictifs éloigne de la réalité des problèmes qui se posent aux citoyens. La volatilité de l'agenda médiatique empêche de consacrer le temps nécessaire à la recherche d'un consensus sur les enjeux majeurs. **La Grande Conversation prend le contrepied de l'air du temps**, avec des entretiens développés, des articles fouillés, des dossiers complets comme celui que nous consacrons au débat sur la fin de vie. Elle propose aussi des controverses fondées sur des faits et des chiffres, et ouvertes à tous les points de vue pourvu qu'ils soient argumentés, documentés et respectueux de la civilité des échanges. Elle donne également la parole à des communautés de citoyens mobilisés à l'occasion de certains débats d'actualité.

- Renouveler la conversation politique, retrouver le sens de la nuance, rappeler que la délibération a pour objet la recherche d'un compromis, telle est l'ambition de notre revue.

- En février 2023, la Grande Conversation fait peau neuve : dotée de son site propre, elle propose un meilleur confort de lecture et s'inscrit dans la durée sur un rythme quotidien.

www.lagrandeconversation.com

RUBRIQUES

Politique **Économie** **Écologie** **Société** **Monde**

NOS DOSSIERS

DOSSIER

21 février 2023

Fin de vie

Proposer un modèle à la française d'aide à mourir : c'est l'ambition du projet de loi sur la fin de vie qui arrive au Parlement. Un texte pragmatique, qui dessine une procédure fortement encadrée pour cet acte de soin ultime. Un texte de compromis, qui cherche l'équilibre dans un débat aux polarités fortes. Mais comment sécuriser ce compromis au Parlement pour que ce texte organise concrètement la meilleure aide possible pour les patients en fin de vie ? La Grande conversation place au cœur du débat une réflexion à plusieurs voix sur les conditions d'une aide qui soit le plus justement fraternelle.

1 - **Pour une fin de vie digne, de nouveaux droits** par Marisol Touraine

2 - **Fin de vie : erreurs et errements de la Fondapol** par Mélanie Heard

3 - **Comment dépasser les oppositions autour de la question de l'aide médicale à mourir ?** par Keith Lund

4 - **Réhumaniser la fin de la vie ?** par Elsa Walter

5 - **Deux Conventions citoyennes : quelles leçons, quel héritage ?** par Claire Thoury, Thierry Pech

6 - **Ce que disent les citoyens sur la fin de vie** par La Grande Conversation

7 - **Aide médicale active à mourir. Trois scénarios, plus un** par François Blot

8 - **Fin de vie : ouvrir la boîte noire** par François Blot

9 - **Je ne veux pas aller en Suisse** par Bernard Poulet

NOS DÉBATS

DÉBAT

Zones à faibles émissions : un risque d'exclusion sociale dans les villes ?

23 février 2023

Pour encourager l'évolution vers une mobilité durable et limiter la pollution dans les centres-ville, la loi Climat et résilience promeut les Zones à faible émission (ZFE). Celles-ci sont contestées au motif qu'elles constituent un risque majeur d'exclusion pour des populations dont l'activité est pourtant essentielle en ville, comme les petits artisans ou les travailleurs « de première ligne ». Faut-il pour autant renoncer à lutter contre une pollution urbaine qui est aussi un enjeu sanitaire majeur ? Comment concilier écologie et accès à la ville ?

1 Thierry Pech, Mélanie Heard

Les ZFE : fake news politiques, urgences sanitaires et solutions locales

2 France Urbaine

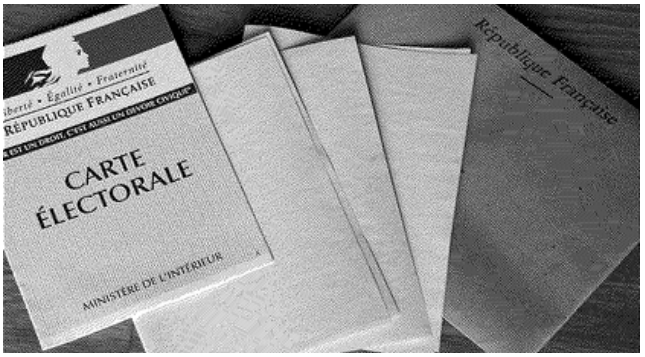
ZFE : L'urgence d'allier priorité environnementale et justice sociale

2.3 NOS DOSSIERS

GUERRE EN UKRAINE : COMMENT SAUVER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SANS SACRIFIER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ?

Par Mathias Ginet

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine risque de provoquer une pénurie alimentaire mondiale. Pour l'éviter, faut-il renverser la stratégie agricole européenne afin d'augmenter rapidement la production et les rendements ? Faut-il, en d'autres termes, sacrifier la transition écologique au nom de la stabilité ? Posé en ces termes, le débat est piégé. Nous pouvons faire preuve de solidarité et de responsabilité sans céder aux illusions du productivisme agricole.



ET LE GRAND VAINQUEUR DU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EST… VLADIMIR POUTINE

Par Jean-Louis Missika

Une des surprises du premier tour de l'élection présidentielle est l'ampleur du score des candidats qui, tous bords confondus, relaient la lecture russe du conflit en Ukraine ou qui montrent de la compréhension pour la lecture poutinienne des relations internationales. Voilà un sujet de clivage majeur entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron dont il faudra tenir compte le 24 avril.

LA POLOGNE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

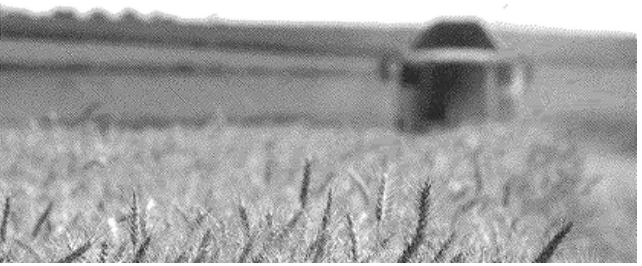
Par Małgorzata Bonikowska

Comment comprendre les récentes tensions franco-polonaises à propos de l'Ukraine ? Même si les deux pays ont adopté des positions similaires sur cette crise, ils n'ont pas la même lecture des enjeux de sécurité sur le continent. Et les tensions récentes entre l'Union européenne et la Pologne risquent de se prolonger, malgré une embellie de la relation entre Bruxelles et Varsovie.

POUTINE, LES POUPÉES RUSSES ET LA VÉRITÉ

Par Denis Bertrand

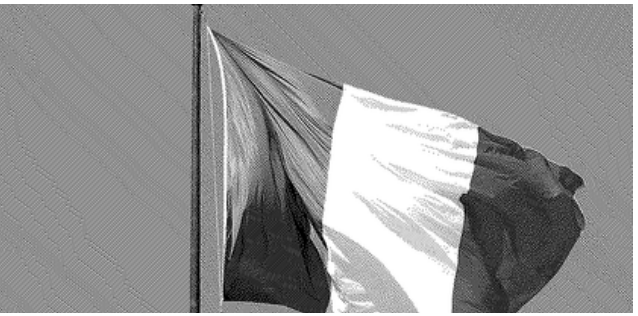
Trois textes présentent le point de vue des autorités russes sur l'invasion de l'Ukraine. Que disent-ils? Comment justifient-ils cette guerre? Vladimir Poutine lui-même est l'auteur d'un essai intitulé « Sur l'unité historique des Russes et des ukrainiens » publié en juillet 2021, puis du discours de déclaration de guerre la nuit du 24 février 2022. Il est utile de compléter ces documents par l'homélie de Kirill, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, prononcée le 6 mars 2022. L'analyse de ces trois textes rend compte d'un nouveau récit national russe au service d'une propagande guerrière



POURQUOI LA GUERRE EN UKRAINE RISQUE D'AFFAIBLIR L'EUROPE DANS LE MONDE

Par William Desmonts

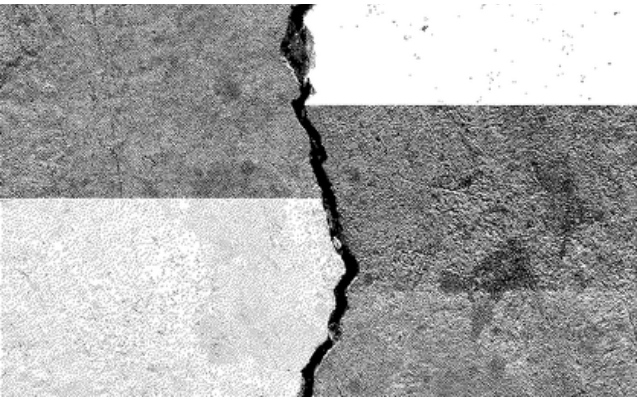
La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a déjà et aura encore davantage dans les mois qui viennent des répercussions à l'échelle internationale. Les tensions sur les prix de l'énergie et de l'alimentation, voire les risques de pénurie, auront des effets particulièrement brutaux sur les pays du Sud, déjà fragilisés.



L'ITALIE, LA RUSSIE DE POUTINE ET L'UKRAINE

Par Marc Lazar

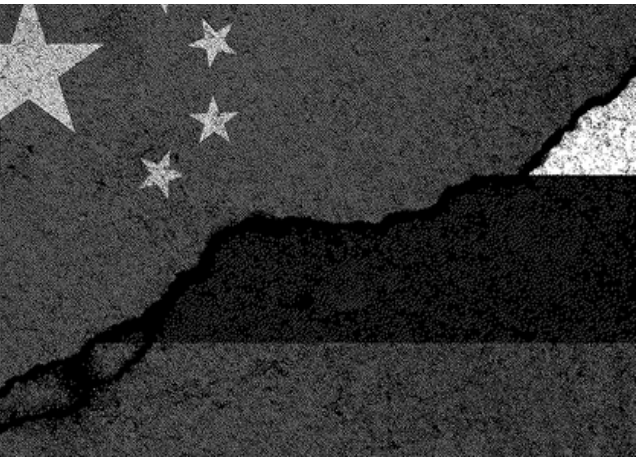
Les Italiens sont appelés aux urnes le 25 septembre prochain. Selon le choix qu'ils feront, la politique italienne vis-à-vis de la Russie pourrait en être affectée, et fragiliser l'alliance des Européens au côté des Ukrainiens. Marc Lazar propose ici un état des lieux de la classe politique italienne face à la « question russe » à la veille de cette échéance.



UKRAINE ET RUSSIE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

Par Anna Colin Lebedev

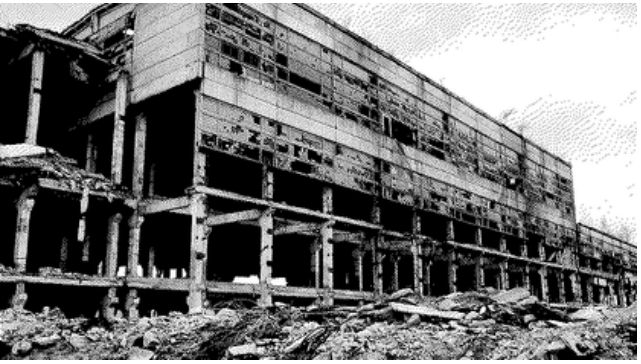
Dans son ouvrage consacré à l'histoire des relations entre les sociétés russe et ukrainienne depuis la période soviétique, Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique (Paris, Editions du Seuil, 2022), Anna Colin Lebedev montre la complexité des relations entre les deux pays, à travers les différentes phases de l'histoire récente. Mais l'agression russe contre l'Ukraine, déclenchée le 24 février 2022, a radicalement changé la situation. Elle explore ici, dans un entretien mené dans le cadre d'un groupe de travail sur l'Ukraine, les premiers impacts durables de la guerre sur les deux sociétés et sur leurs relations.



LES MEILLEURS ENNEMIS INTERNATIONAUX : UN ÉTAT DES LIEUX DES RELATIONS SINO-RUSSES

Par Jean-Maurice Ripert

Le durcissement autoritaire des régimes russe et chinois ainsi que leur brutal discours anti-occidental semblent rapprocher Moscou et Pékin. Pourtant, les intérêts des deux pays sont loin d'être convergents sur la scène internationale et leur bonne entente de façade ne signifie nullement une alliance stratégique. Ancien ambassadeur de France en Chine (2017–2019), ancien ambassadeur de France en Russie (2013–2017) et ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et aux Nations unies, Jean-Maurice Ripert a répondu aux questions de La Grande Conversation de Terra Nova.



LA PAIX, C'EST LA GUERRE. FAUT-IL NÉGOCIER MAINTENANT AVEC POUTINE ?

Par Thorniké Gordadzé

N'est-il pas temps de mettre un terme à la terrible guerre qui déchire l'Ukraine en entamant le plus rapidement possible des négociations avec le Président russe ? Cette idée, de plus en plus fréquemment avancée à mesure que la guerre se prolonge, servirait-elle vraiment la cause de la paix ? Examen des arguments.

COMMENT LA GUERRE EN UKRAINE CHANGE L'EUROPE – ET LA FRANCE ?

Par Yves Bertoncini

Surprise par une attaque qu'elle n'avait pas anticipé, l'Union européenne a su réagir rapidement à l'agression russe contre l'Ukraine. Elle a fait preuve d'unité et de réactivité. Mais, avec un conflit qui se prolonge, les équilibres stratégiques commencent à bouger sur le continent. La voix française pourra-t-elle continuer à porter dans une Union dont le centre de gravité se déplace, une nouvelle fois, vers l'Est ?

LA TURQUIE FACE À LA GUERRE : UNE « NEUTRALITÉ ENGAGÉE »

Par Dorothée Schmid

La diplomatie turque est très active depuis le début de la guerre contre l'Ukraine. Cherchant à être reconnue comme un pilier essentiel de l'Otan dans l'espace proche et moyen-oriental, elle impose à ses partenaires occidentaux une position très autonome, lui permettant de se présenter comme une puissance médiatrice entre la Russie et l'Ukraine.

LA STRATÉGIE D'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE

Par Kévin Limonier

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine montre à la fois le succès et les limites de la stratégie d'influence informationnelle russe. Le succès parce qu'elle a contribué, par un effort de long terme, à rendre crédible l'idée d'une puissance russe restaurée. Les limites parce que les différents acteurs de l'influence russe doivent désormais changer de rôle et de discours dans le contexte d'une guerre ouverte.

UKRAINE : L'EUROPE FAIT-ELLE LE JOB ?

Par Zaki Laïdi

Les Européens ont su réagir contre l'agression russe en manifestant une unité inattendue pour beaucoup d'acteurs, à commencer par les Russes. Le camp occidental fait bloc face à la guerre, ce qui ne veut pas dire pour autant que l'Union européenne se serait alignée sur les Etats-Unis en oubliant pourquoi elle se mobilisait.

LA MOLDAVIE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

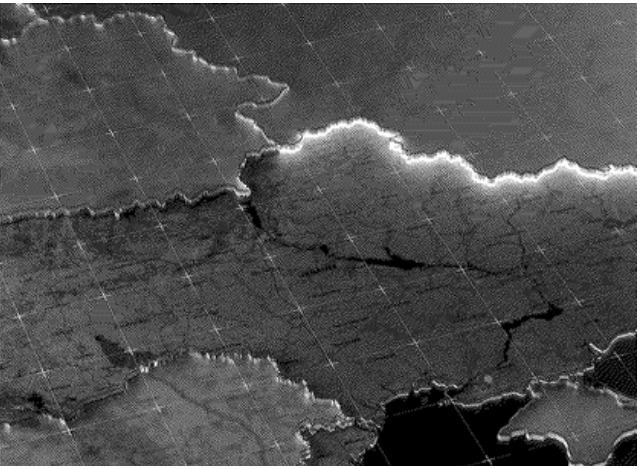
Par Florent Parmentier

En février 2023, les craintes d'un coup de force russe ont attiré l'attention sur la situation de la Moldavie, en particulier sur le « conflit gelé » du territoire séparatiste de Transnistrie. Situé entre la Roumanie et l'Ukraine, ce pays a reçu en juin 2022 le statut de candidat à l'UE. Risque-t-il d'être entrainé dans la guerre qui se déroule à ses portes ?

LE « SUD GLOBAL » FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

Par Ghassan Salamé

« Global South » : cette notion se diffuse depuis les années 1990 pour désigner les États du Sud refusant de s'aligner sur les puissants du « Nord global », c'est-à-dire l'Occident. Le concept a notamment été mobilisée depuis 2022 pour désigner l'attitude de certains pays vis-à-vis de la guerre en Ukraine. Mais quelle est la pertinence de cette notion ? Les pays du Sud global ont-ils en commun certains principes diplomatiques ? Le poids croissant de cet ensemble hétérogène d'États peut-il durablement modifier les rapports de force aux Nations Unies ? C'est ce qu'analyse dans cet entretien Ghassan Salamé, professeur de relations internationales à Sciences Po.



LES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VIE POLITIQUE UKRAINIENNE DEPUIS L'INVASION RUSSE

Par Alexandra Goujon

Commencée il y a déjà plusieurs années, la lutte contre la corruption et pour l'Etat de droit se poursuit dans la société ukrainienne malgré l'invasion russe. Ce combat mené par la société civile est devenu une priorité du gouvernement. Car l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne – garantie d'autonomie du pays face aux ambitions de Poutine – ne sera possible que si le pays mène un certain nombre de réformes. Loin d'être à l'arrêt, la situation évolue à l'intérieur du pays, qui continue sa transition vers un modèle politique plus juste et fiable.

LA POLOGNE ET LA SOUVERAINETÉ « POST-TRAUMATIQUE »

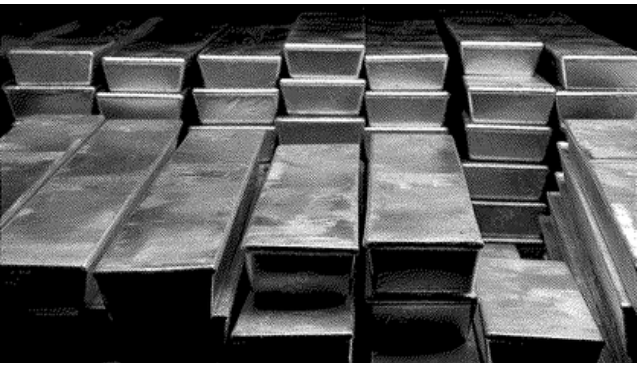
Par Jaroslaw Kuisz

A la chute de l'URSS, la Pologne a cherché à intégrer l'UE afin de se prémunir d'un possible retour de l'expansionnisme russe. En 2022, l'invasion de l'Ukraine a confirmé ses craintes et ravivé les traumatismes du passé. Elle a modifié la politique internationale de la Pologne, son positionnement au sein de l'UE et son rapport à ses voisins d'Europe de l'Est. C'est ce qu'explique Jaroslaw Kuisz, mobilisant l'histoire de la Pologne pour analyser avec une acuité nouvelle les implications de la guerre dans ce pays.

QUE RESTE-IL DU SOFT POWER RUSSE EN EUROPE ?

Par Marlène Laruelle

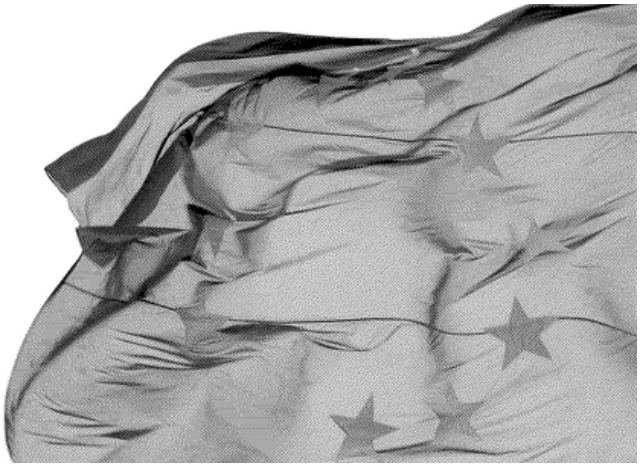
La Russie avait lentement mis en place ces dernières années des stratégies d'influence visant en particulier les opinions publiques européennes. Malgré le retournement provoqué par l'invasion brutale de l'Ukraine, sa position ne s'est pas affaiblie partout. Pour des raisons différentes, la réceptivité des opinions à la désinformation russe apparaît variable en Europe comme dans le « Sud global ».



A QUOI SERVENT LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ?

Par Agathe Demarais

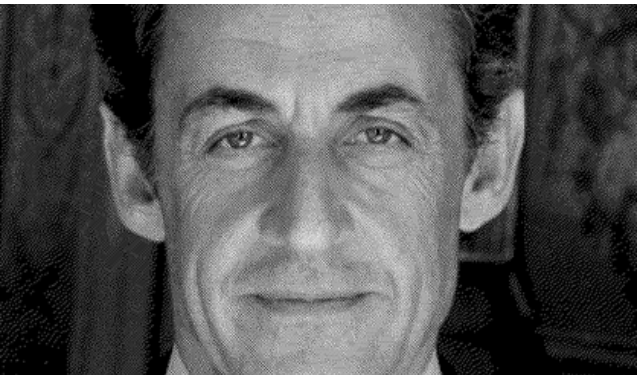
Très rapidement après l'attaque du 24 février 2022 contre l'Ukraine, des sanctions ont été prises à l'échelle internationale contre la Russie. Celles-ci sont-elles efficaces ? Pour le savoir, il faut d'abord rappeler pourquoi elles ont été prises et ce qu'on en attend. A elles seules, les sanctions ne peuvent pas arrêter une guerre. Mais elles ne sont pas inutiles pour autant, en particulier parce qu'elles limitent les ressources du fauteur de guerre.



VERS UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE L'UE : DÉBAT SUR LA « CINQUIÈME VAGUE » D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Par Sylvain Kahn, Pierre Sellal, Pierre Buhler, Anne Bucher et Jean-Louis Missika

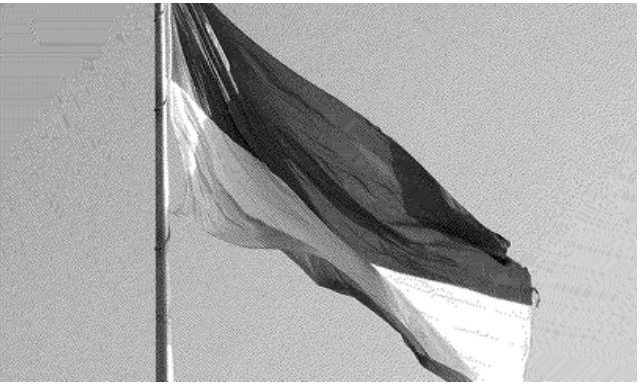
Alors que la guerre en Ukraine a rouvert un processus d'élargissement (Moldavie, Ukraine) et relancé le dossier d'adhésion des Balkans, plusieurs questions importantes se posent. Cette nouvelle vague d'élargissement est-elle différente des précédentes ? Convient-il de réformer l'UE avant d'y intégrer de nouveaux pays ? Faut-il proposer des dispositifs d'adhésion graduels ou bien donner à tous les pays un statut de membre indifférencié ?



LES MÉMOIRES DE NICOLAS SARKOZY – UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA

Par Gérard Courtois

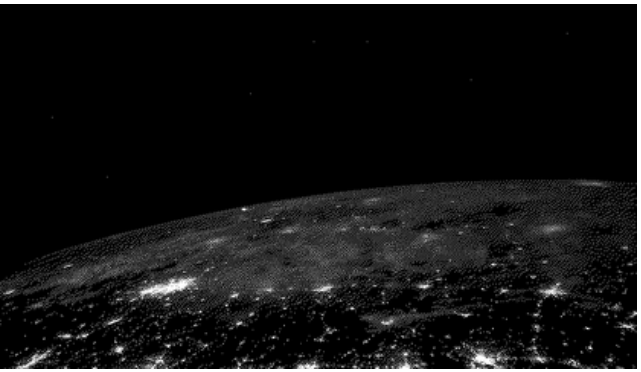
Après un premier volume de mémoires consacré au début de son quinquennat (les années 2007-2008), "Le Temps des tempêtes", Nicolas Sarkozy poursuit le récit de son action pour les années 2009-2011 dans "Le Temps des combats". Ses propos intempestifs sur la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine retiennent particulièrement l'attention.



LE DEUXIÈME FRONT : COMMENT LA RUSSIE VEUT SAPER LE SOUTIEN OCCIDENTAL À L'UKRAINE

Par Françoise Thom

Dans cet article, Françoise Thom montre que la Russie n'a nullement renoncé à son projet initial d'installer un gouvernement pro-russe à Kyïv. Et, pour parvenir à ce résultat, elle mène un travail de sape auprès des Ukrainiens eux-mêmes, mais aussi en infiltrant les cercles de décision occidentaux, à Washington et dans les capitales européennes.



CE QUE LA GUERRE CHANGE POUR LE RENSEIGNEMENT

Par Pierre Gastineau

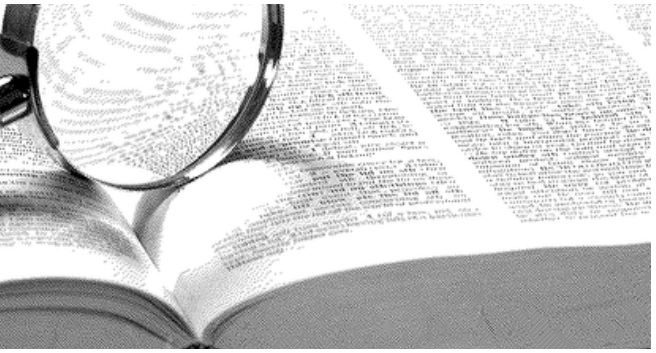
Les services secrets américains avaient bien annoncé l'attaque russe contre l'Ukraine. Mieux : ils ont rendu publiques les données permettant à chacun de vérifier la fiabilité de l'information. Les Ukrainiens ont ensuite bénéficié de l'aide des services occidentaux pour faire face à l'armée russe et se sont emparés des méthodes les plus en pointe du renseignement. La guerre en cours marque plusieurs évolutions majeures du monde du renseignement. Tour d'horizon des mutations en cours.

La Grande Conversation

DOSSIER

Fin de vie : quel cadre juridique ?

Après neuf week-ends de délibération dont chacun salue aujourd'hui le sérieux, la majorité de la Convention citoyenne sur la fin de vie installée en mars dernier par le Gouvernement s'est prononcée en faveur d'une ouverture de l'aide active à mourir. Comment la mettre en œuvre ? Le rapport conclusif de la convention détaille un nuancier de scénarios possibles dont le débat public, le Gouvernement et le Parlement doivent à présent s'emparer. Dans ce dossier, la Grande conversation aborde l'essentiel des facettes de ce débat complexe.



LE LEXIQUE DU DÉBAT SUR LA FIN DE VIE

Par Mélanie Heard et Marc-Olivier Padis

Une difficulté particulière du débat public sur la fin de vie vient des malentendus sur le vocabulaire. Qu'il soit médical ou juridique, il présente une dimension technique qui appelle des éclaircissements. Mais le vocabulaire est aussi un objet de désaccords. Le propos de cet essai de lexique est de faire apparaître, pour quelques-uns des termes les plus visibles dans le débat, les tensions et controverses que recouvre leur usage dans les différents plaidoyers en présence.

FIN DE VIE : QUELLE EST LA QUESTION ?

Par Mélanie Heard et Marc-Olivier Padis

Une Convention citoyenne se réunira dans les mois qui viennent pour débattre d'une éventuelle évolution de la loi sur la fin de vie. Sur un sujet aussi difficile, il est crucial que le débat soit organisé de manière à assurer une délibération collective rigoureuse. C'est pourquoi la formulation de la question qui sera soumise aux citoyens est essentielle.

AIDE MÉDICALE ACTIVE À MOURIR : POSER LES QUESTIONS, ÉCLAIRER LE CHEMIN

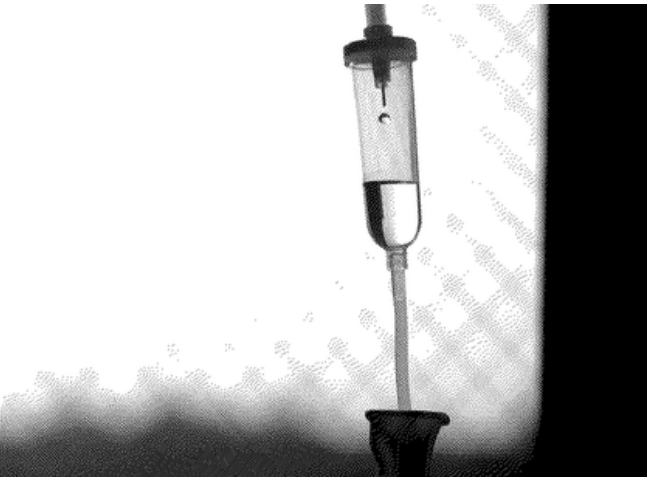
Par François Blot

Quelles sont les positions en présence dans le débat qui s'ouvre sur la fin de vie ? Repérer les arguments en présence est la première clé pour construire les questions qui nourriront, dans les mois à venir, le débat public et les travaux de la convention citoyenne. François Blot, réanimateur à Gustave Roussy, fleuron de la prise en charge du cancer, se livre ici à un recensement sans parti-pris des arguments aussi bien pour que contre une évolution de la loi. Ce faisant, il propose un chemin dans la série des dilemmes que ce débat révèle : des enjeux pratiques aux conflits de valeur, il montre que la délibération ne pourra s'organiser qu'au prix d'un effort méthodique de distinction et d'articulation des différentes questions que la convention citoyenne puis, le cas échéant, les parlementaires, auront à trancher.

FAUT-IL ENCORE OPPOSER SOINS PALLIATIFS ET AIDE ACTIVE À MOURIR ?

Par Martine Lombard

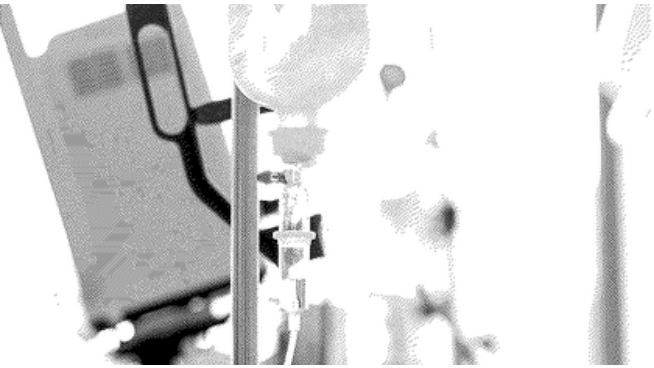
Martine Lombard propose ici d'affiner pour La Grande conversation notre compréhension des arguments qui opposent les tenants du développement des soins palliatifs, opposés à toute modification de la loi, aux défenseurs d'une dépénalisation de l'aide active à mourir. Pour le grand public, et singulièrement pour les patients qui se savent en fin de vie, cette opposition entre deux camps, montre-t-elle, n'a guère de sens. Avec le souci d'éclairer le débat qui s'ouvre et la réflexion que conduira la convention citoyenne que le Gouvernement a souhaité installer et dont les travaux commencent le mois prochain, elle propose quelques clés pour une lecture mieux avertie des argumentaires en présence.



L'ETAT, LA MORT ET LE TRAGIQUE

Par Claire Fourcade

Pour animer la conversation démocratique sur la fin de vie dans le cadre de la Convention citoyenne actuelle, la Grande Conversation donne la parole à tous les acteurs qui souhaitent faire vivre l'échange des idées. En réponse au texte de Martine Lombard que nous avons publié le 3 novembre dernier, intitulé « Faut-il encore opposer soins palliatifs et aide active à mourir », la présidente de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP), Claire Fourcade, propose ici une contribution centrée sur le tragique de la mort. Elle s'interroge, à la lumière de la question posée à la convention citoyenne quant au caractère suffisant ou non du cadre législatif actuel, sur l'étendue des responsabilités et des capacités de l'Etat à accompagner la mort et le découragement de ceux qui souffrent.



L'AIDE ACTIVE À MOURIR PEUT-ELLE ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN SOIN ?

Par Régis Aubry

Le dernier avis du Comité consultatif national d'éthique sur la fin de vie s'interroge sur l'évolution de la loi actuelle. Il recommande fortement le développement de l'offre de soins palliatifs et, plus largement, le développement d'une culture palliative. Quelles sont les propositions en présence et quelles sont leurs nuances fondamentales ?

SOINS PALLIATIFS EN FIN DE VIE VERSUS AIDE MÉDICALE À MOURIR : C'EST TOUJOURS D'AIDER À MOURIR QU'IL S'AGIT

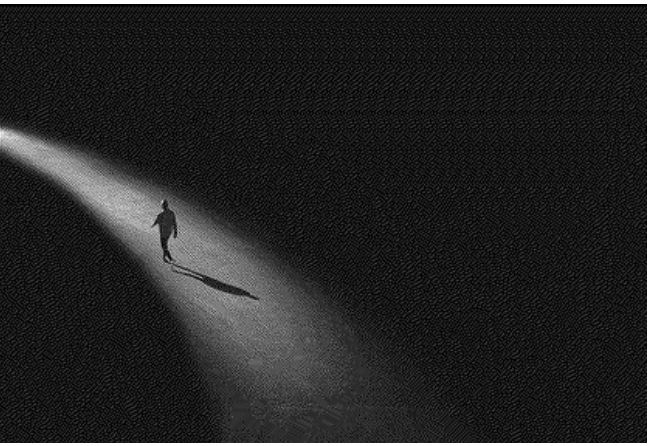
Par François Blot

François Blot, réanimateur, analyse ici les positions exprimées récemment dans la Grande Conversation par la juriste Martine Lombard, puis, en réponse, par Claire Fourcade, présidente de la Société française de soins palliatifs. Il propose une relecture de leurs arguments qui révèle un point aveugle du débat : on ne saurait critiquer, comme c'est parfois le cas dans le cadre de la défense des soins palliatifs, l'aide médicale à mourir comme une trop grande technicisation de la mort qui transgresserait sa dimension intime et tragique, car l'approche palliative, de son côté, n'est pas moins confiante dans la maîtrise technique, si ce n'est de la mort, au moins de l'agonie.

QUELLE AIDE À MOURIR POUR CEUX QUI LA DEMANDENT ? LE CHOIX DE LA FRATERNITÉ

Par Mélanie Heard

Mélanie Heard s'efforce de distinguer ici les différentes formes que peut revêtir l'aide active à mourir : euthanasie, suicide assisté sur le « modèle oregonais » ou suicide assisté sur le « modèle suisse ». Derrière ces modèles se cachent diverses conceptions de la liberté des individus et de l'implication des tiers. C'est à la lumière de ces distinctions que Mélanie Heard identifie les contours d'un « choix de fraternité ».



JE NE VEUX PAS ALLER EN SUISSE

Par Bernard Poulet

Dans ce texte volontairement personnel, Bernard Poulet, journaliste, démonte bon nombre des arguments que font valoir les opposants au suicide assisté et à l'euthanasie. Abandonner les malades qui demandent de l'aide à leur propre sort devant la mort, montre-t-il, c'est accepter d'aller à l'encontre des valeurs mêmes qui sont mobilisées pour le justifier : références au christianisme, à l'autonomie, à la vulnérabilité, ou encore au serment d'Hippocrate, s'avèrent finalement instrumentalisées à mauvais escient. Le respect du choix difficile qu'il revient à chacun de nous d'assumer devant la mort : tel est, selon lui, le principe cardinal qui devrait s'imposer.

UN ULTIME RECOURS, AU CAS PAR CAS

Par Corine Pelluchon

Le texte de loi encadrant la fin de vie, dont la dernière révision date de 2016, a recueilli un large consensus. Un certain nombre de malades, cependant, vivent des moments douloureux sans trouver de réponse à leur situation dans le dispositif juridique actuel. Que peut-on opposer aux personnes en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable qui demandent une aide médicale à mourir ? Existe-t-il des arguments pour leur refuser l'accompagnement ultime qu'ils réclament ? Et sinon, quelle réponse peut-on leur apporter et quel serait le rôle des soignants dans ce cas ?

AIDE MÉDICALE ACTIVE À MOURIR. TROIS SCÉNARIOS, PLUS UN

Par François Blot

L'encadrement de la fin de vie va-t-il connaître une évolution législative en France ? Si une aide active à mourir devait être légalisée, quels en seraient le périmètre, les modalités, les contrôles ? François Blot propose de réfléchir à plusieurs scénarios. Outre le statu quo, et au-delà d'un monde rêvé mais inaccessible, il imagine deux voies, l'une pouvant être définie comme radicale mais stable, l'autre comme prudente mais évolutive.

COMMENT DÉPASSER LES OPPOSITIONS AUTOUR DE LA QUESTION DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR ?

Par Keith Lund

« Pro et contra » : de multiples arguments sont échangés pour ou contre une prochaine évolution de la loi sur la fin de vie. Les arguments s'opposent parfois terme à terme, sans faire évoluer les convictions. Pour faire avancer le débat, il ne suffit pas de donner ses raisons, il faut aussi adopter une approche fondée sur l'empathie et l'empirisme, qui pourrait contribuer à dépasser les clivages.

FIN DE VIE : OUVRIR LA BOÎTE NOIRE

Par François Blot

Dans le débat sur la fin de vie, les soins palliatifs et l'aide médicale à mourir, un pan du réel reste encore dans l'ombre pour beaucoup d'entre nous : quelles sont concrètement les pratiques médicales, les produits, les gestes qui permettent à la médecine d'accompagner le malade jusqu'à la mort ? Loin de l'armoire à poisons taboue que certains pourraient encore fantasmer, François Blot, réanimateur, dissèque ici l'arsenal des molécules qui, de l'anesthésie-réanimation jusqu'à l'euthanasie en passant par les soins palliatifs, permettent, selon des protocoles précis d'associations et de dosages dont les médecins sont familiers, de sauver des vies aussi bien que d'en faciliter l'issue.

La Grande
Conversation

DOSSIER

Projet de loi immigration

Le vote de la loi sur l'immigration le 19 décembre met un terme à un parcours tortueux, entre durcissement au Sénat, motion de rejet à l'Assemblée, commission mixte paritaire et pression de l'Élysée pour déboucher rapidement sur un vote positif. Ce projet, annoncé comme « équilibré », pouvait susciter des inquiétudes dès le début tant le sujet de l'immigration donne lieu à des surenchères démagogiques. Il débouche finalement sur une déroute idéologique pour le camp présidentiel incapable de défendre une ligne autonome. Les textes réunis ici mettent en discussion plusieurs points débattus au cours des derniers mois.

L'IMMIGRATION MENACE-T-ELLE L'ETAT-PROVIDENCE ?

Par Thierry Pech

De récentes publications de la Fondation pour l'innovation politique suggèrent que, dans notre pays, « l'immigration coûte plus qu'elle ne rapporte » et même qu'elle menacerait l'Etat-providence. Pour le Directeur général de Terra Nova, ces conclusions reposent sur une interprétation contestable des données et de la littérature scientifique sur le sujet.

M. DARMANIN ET L'ÉTAT DE DROIT

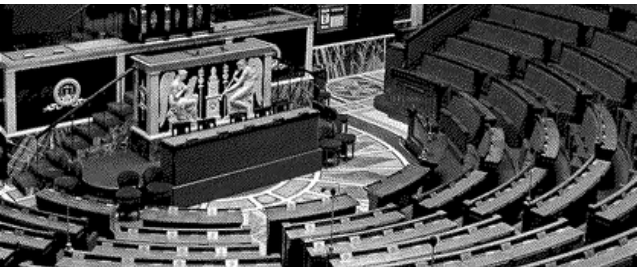
Par Thierry Pech

Interdiction de toute manifestation pro-palestinienne sur le territoire national, refus de se soumettre à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, soutien à des dispositions légales susceptibles de laisser prospérer l'arbitraire administratif... Le ministre de l'Intérieur a multiplié ces derniers temps les initiatives et propositions qui prennent à revers ou questionnent certains principes de notre droit. La "protection des Français" est-elle à ce prix ?

SORTIR DE LA DÉMAGOGIE, PRÉSERVER L'AME

Par Delphine Rouilleault

Au Sénat le mardi 7 novembre, dans le cadre de la discussion sur le projet de loi Immigration, la majorité sénatoriale a adopté un amendement supprimant l'Aide Médicale d'Etat pour les personnes en situation irrégulière et la réduisant à une aide d'urgence. Une réforme dont deux décennies d'argumentaires experts ont pourtant montré l'ineptie. Les étapes suivantes du débat parlementaire devront non seulement permettre au gouvernement de supprimer cet article populiste dangereux, mais aussi de garantir que l'accès aux soins des migrants ne soit pas entravé.



M. DARMANIN ET L'ÉTAT DE DROIT

Par Thierry Pech

Les votes du Sénat et de l'Assemblée nationale sur le texte immigration mardi 19 décembre marquent un point de bascule dans notre vie politique. Le macronisme se révèle désormais sans substance, ni boussole.

La Grande Conversation

DOSSIER

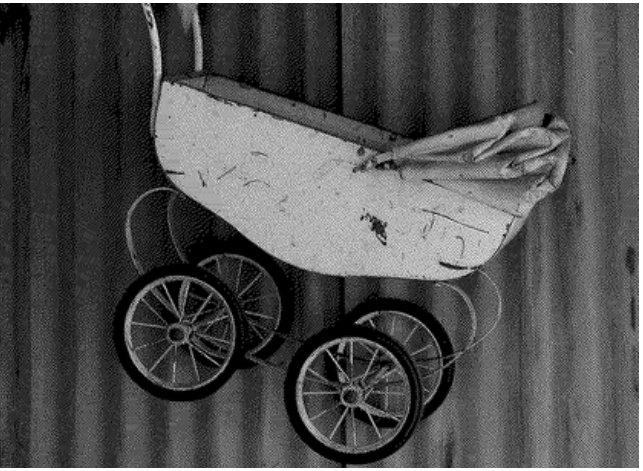
Relancer la natalité ?

Le recul des naissances amorcé dans notre pays depuis une dizaine d'années est désormais en haut de l'agenda politique. Ce « réarmement démographique » dont le président de la République fait une priorité, quels leviers d'action publique pourra-t-il mobiliser ? Tout dépend d'abord du diagnostic que l'on pose sur les causes de la baisse de la fécondité: choix de vie des couples, baisse subie de la fertilité, contraintes liées au travail, au logement ou à l'éducation, égalité femmes/ hommes... la natalité est, par ses déterminants comme par les politiques publiques qui la soutiennent, au carrefour de toutes les politiques publiques. Dans ce dossier, La Grande Conversation explore les connaissances dont nous disposons pour décrire la baisse de la fécondité et comprendre la pertinence des réponses publiques.

« RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE » : QUE DISENT LES CHIFFRES ?

Par Thierry Pech, Yves Mariko

La mixité public/privé du système de santé français a été sa force quand il s'agissait essentiellement de soigner les maladies aiguës. Transformée en fragmentation, elle est devenue notre faiblesse pour répondre à l'épidémie des maladies chroniques, aux urgences, à la prévention et aux inégalités sociales et territoriales de santé. Dans cette première contribution, le Collectif de professionnels et de patients pour la refondation de la santé (le CPPRS) propose de construire dans les territoires une offre de soins intégrée qui remplace la concurrence par la complémentarité, avec pour ambition de garantir l'accès de tous à des soins de qualité aux tarifs conventionnés. Autrement dit repenser l'accès aux soins pour qu'il soit soumis, non plus aux logiques en silos des différents types d'offreurs de soins, mais aux impératifs du bien commun.



POUR LE DÉSARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Par William Desmonts

Faut-il vraiment craindre, comme le fait le Président de la République, un déclin démographique français ? Prenant à contre-pied le projet de "réarmement" démographique annoncé par celui-ci, l'auteur expose ici les inconvénients qui résultent selon lui d'une natalité française trop dynamique et invite à reconnaitre les bons côtés de la décroissance : une moindre charge pour les actifs, moins de besoin de logements, moins de pression sur les ressources naturelles... Fort bien argumenté, ce texte invite à la discussion. Il sera suivi cette semaine par la parution d'une réponse de Marc-Olivier Padis.

NI RÉARMEMENT, NI DÉSARMEMENT : LA LIBERTÉ DE CHOISIR !

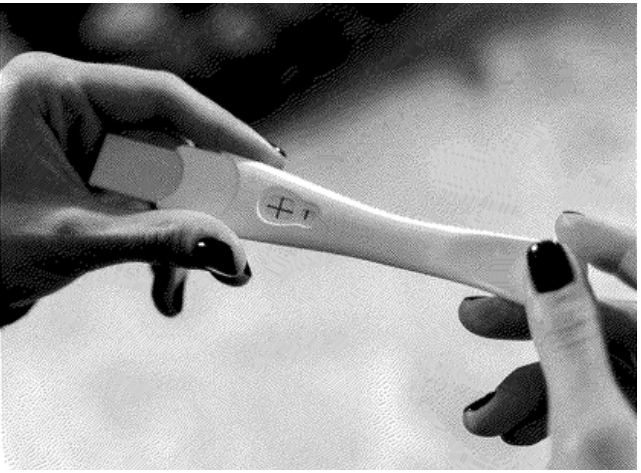
Par Marc-Olivier Padis

Sommes-nous trop nombreux ? Cette inquiétude ancienne est reprise dans l'éloge de la décroissance démographique défendue par William Desmonts. Ses arguments sur les effets bénéfiques du recul des naissances peuvent être confrontés à des situations de pays où la baisse de la population est déjà une réalité. Mais, surtout, n'oublions pas que la procréation fait l'objet de revendications et de luttes sociales, en particulier féministes, pour défendre un droit personnel à la liberté de choix.

FAIRE DES ENFANTS : UNE QUESTION POLITIQUE ?

Par Kenza Tahri

Le 16 janvier 2024, le Président de la République s'est alarmé du déclin de la natalité française et a proposé notamment, pour y remédier, un congé parental "plus court et mieux rémunéré". Cette proposition va dans la bonne direction. Mais, si elle doit être soutenue pour des raisons de justice et d'équité, il est douteux qu'elle permette un rebond de la natalité.



LA LUTTE CONTRE L'INFERTILITÉ A-T-ELLE UN IMPACT SUR LA FÉCONDITÉ ?

Par Mélanie Heard

Face à la hausse de l'infertilité, le chef de l'Etat a annoncé en janvier 2024 qu'« un grand plan de lutte contre ce fléau serait engagé pour permettre » un « réarmement démographique ». Il a donc postulé que la lutte contre l'infertilité pouvait contribuer à combattre le problème de la baisse de la fécondité. L'infertilité, que les techniques de procréation médicalement assistée aident désormais à réduire, est couramment attribuée à deux causes : le retard de l'âge de la procréation et l'impact des expositions environnementales. La question de savoir quel impact démographique attendre de la lutte contre l'infertilité est cependant loin d'être tranchée dans la littérature scientifique.

2.4 CONTRIBUTIONS ÉCRITES

FAUT-IL SE MÉFIER DU JUGEMENT MAJORITAIRE ? (I)
Par Foulques Renard

ZFE : L'URGENCE D'ALLIER PRIORITÉ ENVIRONNEMENTALE ET JUSTICE SOCIALE
Par France Urbaine

L'ETAT, LA MORT ET LE TRAGIQUE
Claire Fourcade

INVESTIR VERT PAIE-T-IL BOURSIÈREMENT ?
François Meunier

LA PAIX, C'EST LA GUERRE. FAUT-IL NÉGOCIER MAINTENANT AVEC POUTINE ?
Par Mathilde Bras

QUELLE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ? CLOUD, IA, DATA
Par Philippe Lemoine

LE PARI DU VÉHICULE ÉLECTRIQUE
Par Elie Cohen

SOBRIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET SOLIDAIRE, UN DÉFI À RELEVER
Par Jean-Christophe Visier, Albane Gaspard

RETRAITES : AU-DELÀ DES QUERELLES THÉOLOGIQUES, UN CHOIX POLITIQUE
Par Sophie Bourin

QUELLE AIDE À MOURIR POUR CEUX QUI LA DEMANDENT ? LE CHOIX DE LA FRATERNITÉ
Par Mélanie Heard

VACCINATION DES ADOLESCENTS CONTRE LE PAPILLOMAVIRUS : LE RETARD FRANÇAIS CAUSE 2000 DÉCÈS PAR AN
Par Mélanie Heard

UNE LEÇON DU COVID : LE RENOUVEAU DES PHÉNOMÈNES D'EMPRISE À CONSONANCE SECTAIRE
Par Marc Samson

RETRAITES : UNIFIER SANS UNIFORMISER, POUR RÉUSSIR UNE RÉFORME SYSTÉMIQUE
Par Charles Dennery

SÉNIORS : LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?
Par Mélanie Heard

MOBILITÉS : POUR DES SOLUTIONS JUSTES ET DÉCARBONÉES (ET NON JUSTE DÉCARBONÉES)
Par Jean Coldefy

LE BEL AVENIR DU VÉHICULE ÉLECTRIQUE
Par Jacques Galvani

SOINS PALLIATIFS EN FIN DE VIE VERSUS AIDE MÉDICALE À MOURIR : C'EST TOUJOURS D'AIDER À MOURIR QU'IL S'AGIT
Par François Blot

DIVERGENCES FRANCO-ALLEMANDES
Par Fabian Zuleeg

RETRAITES : UNE RÉFORME QUI NE MÉRITE NI EXCÈS D'HONNEUR, NI INDIGNITÉ
Par Fipaddict

PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ : QUE RISQUE LA FRANCE DANS LA DURÉE ?
Par Antoine Schuman

JE NE VEUX PAS ALLER EN SUISSE
Par Bernard Poulet

FIN DE VIE : OUVRIR LA BOÎTE NOIRE
Par François Blot

LE BIO EN CRISE : QUELLES SOLUTIONS POUR RELANCER LA DEMANDE ?
Par Suzanne Gorge

BANALISATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE ET NOUVEAU RÉGIME MÉDIATIQUE
Par Denis Bertrand

LES LENDEMAINS POLITIQUES D'UNE RÉFORME CONTESTÉE
Par Bruno Palier et Paulus Wagner

« LA RECHERCHE MÉDICALE FRANÇAISE A BESOIN DE RÉFORMES AMBITIEUSES »
Par Alain Fischer

LES AMBIVALENCES DE LA FRANCE INSOUMISE
Par Gérard Courtois

COMMENT LA GUERRE EN UKRAINE CHANGE L'EUROPE – ET LA FRANCE ?
Par Yves Bertoncini

LE RN À L'ASSEMBLÉE : UNE MUE EN TROMPE-L'ŒIL
Par Thierry Pech et Annalivia Lacoste

CONTRIBUTION SUR LA RÉFORME DES RETRAITES
Par Jean-Pierre Bughin, Bernard Dufour et Jean-Paul Tran Thiet

RETOURS D'EXPÉRIENCE DE QUATRE ZFE EUROPÉENNES : BERLIN, BRUXELLES, LONDRES, MADRID
Par Quentin Perrier

DÉBAT SUR LES RETRAITES : UN PARLEMENTARISME « RATIONALISÉ » JUSQU'À LE DÉRÉGLER
Par Denis Baranger

LA TURQUIE FACE À LA GUERRE : UNE « NEUTRALITÉ ENGAGÉE »
Par Dorothée Schmid

AIDE MÉDICALE ACTIVE À MOURIR. TROIS SCÉNARIOS, PLUS UN
Par François Blot

MIXITÉ SOCIALE ET SÉGRÉGATION, L'IMPORTANCE DES POLITIQUES DE LOGEMENT
Par Emilie Moreau

POUR UN SERVICE DE SANTÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL TERRITORIALISÉ
Par Collectif CPPRS

LOGISTIQUE DU DERNIER KILOMÈTRE : OSONS LE MONOPOLE !
Par Antoine Guillou

LA STRATÉGIE D'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE
Par Kévin Limonier

VIE ET MORT DU 49.3 ?
Par Bastien François

MOINS DE PARISIENS, MAIS PLUS DE GRANDS-PARISIENS : LA DENSITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE
Par Jean-Louis Missika

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DU GOUVERNEMENT MELONI À L'ÉPREUVE DE LA TRAGÉDIE DE CUTRO – UN PREMIER TEST GRANDEUR NATURE ?
Par Clémentine Paliotta et Lorenzo Paliotta

LA SOBRIÉTÉ FONCIÈRE PASSE PAR LES INTERCOMMUNALITÉS
Par Pierre Obrecht

LA SANTÉ DE PROXIMITÉ : REPENSER LES CONDITIONS D'UN ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS
Par Collectif CPPRS

POUR UN NOUVEAU SOUFFLE À LA DÉMOCRATIE EN FRANCE, LA FIN DU PRÉSIDENTIALISME
Par Pierre-Guy Therond

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LA RÉFORME DES RETRAITES
Par Samy Benzina

« L'APPORT MAJEUR DE LA CONVENTION CITOYENNE EST D'ÉCLAIRER LE TRAVAIL DU LÉGISLATEUR »
Par Alain Claeys

AUX ORIGINES DU FIASCO POLITIQUE
Par Jean-Louis Missika

LE « MOUVEMENT AGRICULTEUR CITOYEN » AUX PAYS-BAS : NAISSANCE D'UN NOUVEAU POPULISME ?
Par Tom Chevalier et Camille Peugny

UKRAINE : L'EUROPE FAIT-ELLE LE JOB ?
Par Zaki Laïdi

CONSIDÉRATIONS SUR LA GAUCHE ET L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE
Par Jean-Marc Daniel

LES MOUTONS DE MONSIEUR FOURQUET
Par Robert Zarader

OUI, LES CITOYENS PEUVENT SE MÊLER DE LA FABRICATION DE LA LOI
Par Thierry Pech

RÉFORMER L'HÔPITAL : LE CPPRS FORMULE TREIZE RECOMMANDATIONS
Par Collectif CPPRS

LA VIOLENCE POLITIQUE EN FRANCE
Par Xavier Crettiez

LE TRAVAIL ET LA VIE : LES RAISONS D'UN DIVORCE
Par François Dupuy

LA MOLDAVIE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE
Par Florent Parmentier

FAUT-IL AVOIR PEUR DE L'IA ?
Par Fipaddict

CHATGTP ET LA DÉMOCRATIE
Par Alberto Fernández Gibaja

LE « SUD GLOBAL » FACE À LA GUERRE EN UKRAINE
Par Ghassan Salamé

LE RAIL CONTRE L'AVION, OU COMMENT UN DÉCRET PEUT STÉRILISER UNE LOI
Par Alexandre Durain

JUGEMENT MAJORITAIRE (II) : LES DANGERS DE LA MÉDIANE
Par Foulques Renard

SANTÉ ET PRÉVENTION : SE DONNER ENFIN LES MOYENS D'AGIR
Par Collectif CPPRS

LUTTE CONTRE LES MOUSTIQUES : UNE URGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE
Par Mélanie Heard

A QUOI LES TECHNOLOGIES QUANTIQUES PEUVENT-ELLES SERVIR ?
Par Olivier Ezratty

COMMENT AMÉLIORER LA SOUTENABILITÉ ENVIRONNEMENTALE DES SYSTÈMES DE SANTÉ ?
Par Anna-Veera Seppänen et Zeynep Or

HABITAT SENIOR : QUELLES SOLUTIONS POUR BIEN VIEILLIR ?
Par Claire Viel

LES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VIE POLITIQUE UKRAINIENNE DEPUIS L'INVASION RUSSE
Par Alexandra Goujon

QUAND L'ALLEMAGNE « CHANGE D'ÉPOQUE »
Par Claus Leggewie

VACCINER CONTRE LES HPV AU COLLÈGE À LA RENTRÉE 2023 : COMMENT FAIRE POUR QUE ÇA MARCHE ?
Par Mélanie Heard

SOUTENABILITÉ DU TRAVAIL ET OPPORTUNITÉS D'EMPLOI : LA POSITION SINGULIÈRE DE LA FRANCE EN EUROPE
Par Alexandre Durain

TARIFICATION PROGRESSIVE DE L'EAU : BONNE OU MAUVAISE IDÉE ?
Par Alexandre Durain

QUAND LES RÉPUBLICAINS ABANDONNENT LA RÉPUBLIQUE
Par Jean-Louis Missika

DÉSINFORMATION ET DÉMOCRATIE
Par Chine Labbé

LA POLOGNE ET LA SOUVERAINETÉ « POST-TRAUMATIQUE »
Par Jaroslaw Kuisz

LES TARIFS PROGRESSIFS DE L'ÉNERGIE : UNE SOLUTION COMPLEXE, PEU ADAPTÉE À L'URGENCE
Par Nicolas Goldberg et François Muset

PROPOSITIONS DE RÉFORME SUR LA PSYCHIATRIE
Par Collectif CPPRS

QUELQUES PROPOSITIONS CONCERNANT L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT
Par Collectif CPPRS

ÉLECTRICITÉ : LA FAUTE À L'EUROPE ?
Par Elie Cohen

LA CRISE DE LA DÉLIBÉRATION
Par Jean-Louis Missika

POURQUOI L'AVENIR DE L'EUROPE SEMBLE SOMBRE
Par William Desmonts

DÉCARBONATION DU SECTEUR AÉRIEN : LE RETOUR DU REFOULÉ
Par François Kirstetter

DEUX CONVENTIONS CITOYENNES : QUELLES LEÇONS, QUEL HÉRITAGE ?
Par Claire Thoury et Thierry Pech

RECHERCHE EN SANTÉ : SEPT RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉFORME URGENTE
Par Collectif CPPRS

LE GLISSEMENT À DROITE DE L'ÉLECTORAT EUROPÉEN
Par Giovanni Capoccia

CRISE DES URGENCES MÉDICALES : POUR UNE RÉFORME SYSTÉMIQUE
Par Collectif CPPRS

MOBILITÉ DU QUOTIDIEN : L'INDISPENSABLE RÉVISION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE DES TRANSPORTS PUBLICS
Par Jean Coldefy

ALAIN TOURAINE, L'INCOMPRIS
Par Farhad Khosrokhavar

UNE RÉPONSE AUX PROPOSITIONS DU CPPRS EN MATIÈRE DE PÉDOPSYCHIATRIE
Par Gérard Shadili

CONSTRUIRE UNE POLITIQUE DE SANTÉ : DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE SANTÉ À L'AFFIRMATION DE LA DÉMOCRATIE SANITAIRE
Par Collectif CPPRS

QUE RESTE-IL DU SOFT POWER RUSSE EN EUROPE ?
Par Marlène Laruelle

LE MOUVEMENT MAHSA, LE PREMIER MOUVEMENT FÉMINISTE IRANIEN
Par Farhad Khosrokhavar

SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : EN ATTENDANT GODOT ?
Par Pierre Buhler

EXISTE-T-IL UNE BULLE QUANTIQUE ?
Par Olivier Ezratty

CE QU'ON PEUT APPRENDRE DE SASHA
Par Carlo Ratti

A QUOI SERVENT LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ?
Par Agathe Demarais

ADAPTER LA MÉDECINE GÉRIATRIQUE AUX NOUVEAUX ENJEUX
Par Collectif CPPRS

LES NOUVEAUX CARBURANTS ET LE SECTEUR AÉRIEN : L'AVENIR N'EST PAS ENCORE ÉCRIT
Par Pierre-Guy Therond

EMEUTES URBAINES ET QUARTIERS PRIORITAIRES : COMMENT NE PAS SE TROMPER DE DIAGNOSTIC
Par Fipaddict

TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL : IMPÉRATIFS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DU SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT
Par Ilan Ouanounou

LES EUROPÉENS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE PRISE DE CONSCIENCE QUI S'ACCOMPAGNE DE DOUTES ET D'EXIGENCE DE JUSTICE SOCIALE
Par Terra Nova

« PAS DE REQUIEM POUR L'OCCIDENT »
Par Maurice Godelier

L'IMMIGRATION MENACE-T-ELLE L'ETAT-PROVIDENCE ?
Par Thierry Pech

LES SURPRISES DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS ESPAGNOLES DU 23 JUILLET
Par Pedro Soriano

BACCALAURÉAT : COMMENT SAUVER LES APPARENCES
Par Marc-Olivier Padis

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : ET SI ON LEVAIT LES FREINS ?
Par Christelle Pagotto

« FEMME, VIE, LIBERTÉ » : UN SLOGAN POUR LE XXIE SIÈCLE
Par Philippe Lemoine

LA FRANCE ENFIN HABITÉE
Par Jacques Lévygah

L'IMPACT EN EUROPE DE L'IMPLOSION POLITIQUE DES PAYS-BAS
Par Sander Tordoir

ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE : PREMIÈRES LEÇONS
Par Martin Vanier

VERS UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT DE L'UE : DÉBAT SUR LA « CINQUIÈME VAGUE » D'INTÉGRATION EUROPÉENNE
Par Sylvain Kahn, Pierre Sellal, Pierre Buhler, Anne Bucher et Jean-Louis Missika

COMMENT LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PUBLIQUES PEUVENT-ELLES SERVIR LA DÉMOCRATIE ?
Par Sharad Sharma

QU'EST-CE QUE LOS ALAMOS ET BARBIELAND ONT EN COMMUN ? CE SONT TOUS DEUX DES CAMPUS UNIVERSITAIRES
Par Carlo Ratti et Michael Baick

UNE EUROPE À L'EXTRÊME DROITE ?
Par Hans Kundnani

DÉBAT BUDGÉTAIRE : QUEL CHEMIN POUR LES PROGRESSISTES ?
Par Fipaddict

QUI GOUVERNE VRAIMENT LA SUÈDE ?
Par Louis Andrieu

LE VOTE PROPORTIONNEL
Par Jean-François Laslier, Jérôme Lang, Thierry Pech et Manel Ayadi

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE MELONI : ENTRE ÉCHEC ET VOLTE-FACE
Par Isée Pérel-Blanchon

LES RÉPUBLICAINS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE: ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME
Par Thierry Pech et Annalivia Lacoste

LA STANDARDISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES : UNE RENATIONALISATION TACITE
Par Jean-Marc Offner

« PACTE DES SOLIDARITÉS » : LES GRANDS CHOIX RESTENT À FAIRE.
Par Pascal Brice

LES MÉMOIRES DE NICOLAS SARKOZY – UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA
Par Gérard Courtois

FACE À L'URGENCE : ENTRER DANS L'ÈRE DE LA CONDITIONNALITÉ DES AIDES PUBLIQUES ET DE LA FISCALITÉ COMPORTEMENTALE APPLIQUÉE AUX ENTREPRISES
Par Hadrien Bureau

VIE ET MORT DES GRANDS RÉCITS POLITIQUES
Par Jean-Louis Missika

BIEN COMPTER LE CARBONE ÉMIS. UNE PROPOSITION
Par François Meunier

DONNÉE ÉLECTORALE : POURQUOI TOUT VA CHANGER
Par Joël Gombin et Laure Lucchesi

LE VOTE PROPORTIONNEL
Par Gérard Grunberg

LE VOTE PROPORTIONNEL
Par le Comité national de l'association Démocratie et Proportionnelle

OÙ EN EST LE TRAITÉ INTERNATIONAL DE LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES ?
Par Mélanie Heard

LE DEUXIÈME FRONT : COMMENT LA RUSSIE VEUT SAPER LE SOUTIEN OCCIDENTAL À L'UKRAINE
Par Françoise Thom

LA FRANCE EN QUATRE-QUARTS
Par Marc-Olivier Padis

POL.IS SUR LA POLICE, BILAN D'UNE EXPÉRIMENTATION
Par Thierry Pech et Foulques Renard

EMMANUEL MACRON ET LE SPORT À L'ÉCOLE : UN CONTRESENS SUR L'ÉCOLE, SUR LE SPORT, ET SUR L'ENFANCE
Par Mélanie Heard

LE POIDS DES VILLES
Par Carlo Ratti et Mette Ramsgaard Thomsen

DOUBLEMENT DES FRANCHISES MÉDICALES : FAIRE PAYER LES MALADES ?
Par Mélanie Heard et Florence Jusot

QUOTAS CARBONE INDIVIDUELS ÉCHANGEABLES : PAR DELÀ L'ILLUSION
Par Benoit Cogné

M. DARMANIN ET L'ÉTAT DE DROIT
Par Thierry Pech

POURQUOI AUTANT DE COUPS D'ÉTAT EN AFRIQUE ?
Par Lionel Zinsou

LE DIGITAL SERVICE ACT À L'ÉPREUVE DU FEU
Par Alessandro Comte et Jean-Louis Missika

MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉLECTRICITÉ : VICTOIRE FRANÇAISE, DILEMME GOUVERNEMENTAL
Par Nicolas Goldberg

LE BÉBÉ, LE MARTIEN ET L'IMMIGRÉ : COMMENT S'INVENTE-ON LORSQUE TOUT CONSPIRE À FAIRE DE NOUS UNE CARICATURE ?
Par Afi Affoya

SORTIR DE LA DÉMAGOGIE, PRÉSERVER L'AME
Par Delphine Rouilleault

RECONNAÎTRE ENFIN LE COVID LONG
Par Mélanie Heard

L'EUROPE NE DOIT PAS RATER LE NOUVEL ÂGE SPATIAL
Par Anders Fogh Rasmussen

LA PRÉVOYANCE POUR TOUS, C'EST POSSIBLE !
Par Astrid Panosyan-Bouvet, Grégoire Jayot et Alexandra Rivalain

RÉFÉRENDUM : COMMENT RÉFORMER L'ARTICLE 11 DE LA CONSTITUTION ?
Par Bastien François

LA DÉFAITE DU POPULISME EN POLOGNE
Par Aleksander Smolar et Jacques Rupnik

CHATGPT EST-IL DE GAUCHE ?
Par Fipaddict

SUPPRESSION DE L'AME : IL EST POURTANT RENTABLE D'ÊTRE HUMANISTE
Par Mélanie Heard

POLOGNE, LE RETOUR EN EUROPE… À TRAVERS UN CHAMP DE MINES
Par Pierre Buhler

COMMENT DÉPASSER LES OPPOSITIONS AUTOUR DE LA QUESTION DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR ?
Par Keith Lund

UN BILAN DU CNR TRAVAIL : FAIRE PROGRESSER LE DIALOGUE AU TRAVAIL
Par Batiste Morisson et Martin Richer

LE MYTHE DE L'EXODE URBAIN
Par Jean-Pierre Bouchez

QUAND LES VERTS BADINENT AVEC LE « FÉMININ SACRÉ »
Par Mélanie Heard

MILEI : UNE HISTOIRE ARGENTINE, UNE DYNAMIQUE GLOBALE
Par Juliette Dumont

PISA 2022 : DERRIÈRE L'ARBRE, LA FORÊT
Par Marc-Olivier Padis

MINIMAS, PENSIONS, PRIX RÉGULÉS : REPENSER LES INDEXATIONS ?
Par Charles Dennery

ESPAGNE : UNE LÉGISLATURE SUR LE FIL DU RASOIR
Par Pedro Soriano

TREMBLEMENT DE TERRE AUX PAYS-BAS
Par René Cuperus

DETTE PUBLIQUE : LA FRANCE, PASSAGER CLANDESTIN OU PIONNIÈRE DANS LA ZONE EURO ?
Par Christian Pfister

LE NAUFRAGE DE LA MACRONIE
Par Thierry Pech

PISA 2022 : L'EXPÉRIENCE DU COVID N'EXPLIQUE PAS LES DIFFICULTÉS DES ÉLÈVES
Par Mélanie Heard

L'AFFAIRE DUPONT-MORETTI SIGNE UNE FOIS DE PLUS L'ÉCHEC DE LA COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE
Par Denis Baranger

3

Terra Nova dans les médias

DÉCEMBRE 2022

UNE AUTRE RÉFORME DES RETRAITES EST POSSIBLE

Fipaddict

Le débat sur la réforme des retraites risque d'être pris dans une alternative stérile : d'un côté, les partisans du statu quo qui expliquent, à tort, qu'il n'y a pas de problème d'équilibre financier et donc pas besoin de réforme; de l'autre, le Gouvernement pour qui le report de l'âge légal à 65 ans est la mère de toutes les batailles, alors même que c'est une mesure particulièrement inéquitable. Si une réforme des retraites est légitime et nécessaire, il y a pourtant de la place pour une autre réforme qui soit à la fois budgétairement efficace et socialement plus juste…

Le Monde — Réforme des retraites : la bataille manquée du gouvernement avec l'opinion - 05.01.23

ouest france — Réforme des retraites : les points clés du projet décryptés par des économistes - 11.01.23

Les Echos — Retraites : Terra Nova plaide pour une réforme alternative à gauche, Les Echos, 22.12.22

france inter — Retraites : une réforme à légitimer – L'édito Politique de Yael Goosz dans le 7h-9H30 de France Inter , 09.01.23

france culture — La réforme des retraites est-elle nécessaire ? Pourquoi suscite-t-elle autant de rejet chez les Français ? - 15.01.23

l'express — Réforme des retraites : le « compromis » proposé par Terra Nova, 22.12.22

JANVIER 2023

« LA RECHERCHE MÉDICALE FRANÇAISE A BESOIN DE RÉFORMES AMBITIEUSES »

Alain Fischer

Alain Fischer, pédiatre et immunologiste, a été élu président de l'Académie des sciences. Pour Terra Nova il a rédigé en janvier un rapport sur la recherche médicale en France : diagnostic pessimiste, propositions ambitieuses, ce rapport a permis de remettre à l'agenda du débat public l'état préoccupant dans lequel se trouve la recherche médicale dans notre pays.

Le Monde — Alain Fischer : « La recherche médicale française est dans un état préoccupant » - 17.01.23

SUD OUEST — La recherche médicale française « dans un état préoccupant », alerte Alain Fischer - 17.01.23

L'EXPRESS — L'ordonnance du Pr Alain Fischer pour sauver la recherche médicale française - 17.01.23

FÉVRIER 2023

LE BIO EN BAISSE : SIMPLE RALENTISSEMENT OU VÉRITABLE DÉCROCHAGE?

Suzanne Gorge

Alors que le bio traverse une période difficile, Terra Nova a cherché à comprendre quelles étaient les causes de cette baisse de consommation. Dans ce rapport, nous formulons des propositions pour que le bio retrouve sa place de filière exigeante répondant aux enjeux de la transition et aux attentes des consommateurs.

« Le recul de l'agriculture biologique » - 15.02.23

MAI 2023

L'IMMOBILIER VA BAISSER... TANT MIEUX?

PAlexandre Lhussier, Guillaume Hannezo, Thierry Pech, Fipaddict

La hausse des taux d'intérêts va provoquer une baisse importante des prix immobiliers – le calcul économique suggère une baisse de l'ordre de 20 % à environnement de taux constant. Cette baisse est une bonne nouvelle du point de vue des inégalités patrimoniales et intergénérationnelles. Et il vaut mieux qu'elle soit rapide pour que les nouveaux accédants n'en paient pas le prix. Les propriétaires immobiliers tenteront toutefois de ralentir la baisse des rendements et des valeurs en exigeant des mesures de soutien fiscales et budgétaires. Nous ne pensons pas qu'elles soient justifiées. En revanche, des mesures transitoires devront être prises pour éviter un « krach » de la construction neuve. Et surtout, la baisse des prix, ne doit pas mettre au second plan les politiques structurelles en faveur de la construction neuve et de la transition énergétique.

Logement : «Pour une fois, la redistribution va fonctionner au profit des plus jeunes et des moins favorisés » - 06.06.23

Devenir propriétaire de son logement en France, un rêve qui s'éloigne - 08.09.23

JUIN 2023

DÉCARBONER LES TRANSPORTS ET LES MOBILITÉS : QUELLES RÉPONSES EFFICACES FACE AUX URGENCES?

Patrice Geoffron, Benoît Thirion

La décarbonation des transports et des mobilités, premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France et premier secteur consommateur d'énergie, est un impératif, dont l'urgence est renforcée par le dérèglement climatique, la crise énergétique et les risques d'instabilité économique et sociale. Alors que la Première ministre a dévoilé un plan d'action visant à accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et que la programmation énergie-climat doit être discutée à l'automne, cette note expose une vision globale de la décarbonation des déplacements du quotidien par voie terrestre en France, sur longue et moyenne distance, qui ont longtemps constitué un angle mort des politiques publiques alors qu'ils représentent des enjeux essentiels en termes sociaux et environnementaux. Elle est centrée sur des investissements et mesures « sans regret » à déployer dès à présent, pour avoir un impact avant 2030.

Le Monde — Transition écologique : « En matière de transport, il s'agit surtout de définir un plan d'attaque et de lancer les opérations » - 08.02.24

SEPTEMBRE 2023

QUEL AVENIR POUR L'IMPÔT LOCAL? QUEL FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS LOCAUX?

Claire Delpech, Le Groupe fiscalité de Terra Nova

Que devient la « libre administration » des collectivités locales si celles-ci ne disposent plus de ressources autonomes ? Autant pour des raisons de solidarité locale que pour mener des projets de développement territoriaux, les élus locaux n'ont-ils pas besoin de retrouver un pouvoir fiscal ?

France Inter — Taxe foncière 2023, une augmentation en trompe-l'œil - 16.10.23

La Tribune — Fiscalité locale : faut-il rétablir la taxe d'habitation pour sauver les services publics ? - 05.09.23

La Gazette.fr — Terra Nova propose la mise en place d'une « contribution résidentielle » - 04.09.23

SEPTEMBRE 2023

LES RÉPUBLICAINS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE: ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

Thierry Pech, Annalivia Lacoste

Qui sont les députés Les Républicains à l'Assemblée nationale et comment ont-ils investi le travail parlementaire ? Comment gérent-ils leurs relations avec la majorité (relative) ? Au-delà des critiques rituelles, font-ils office de supplétifs ou bien se rangent-ils clairement dans une attitude d'opposition ? Sur l'autre front, quelles sont les digues qui séparent encore les LR des élus du Rassemblement national et comment résistent-ils à la force d'attraction qu'exerce sur eux et sur leur électorat le parti de Marine Le Pen ? Enfin, comment l'étau stratégique dans lequel se trouvent les députés LR transforme-t-il leur corpus doctrinal ? Nous avons essayé de répondre à ces différentes questions dans une nouvelle étude inédite, après celle que nous avons réalisée sur le groupe RN, sur les LR au Parlement.

LE PROGRÈS — Un groupe schizophrène ? Les comportements des députés LR passés au crible - 21.09.23

OCTOBRE 2023

LA RÉPARATION : DES BÉNÉFICES ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES ENCORE À PROMOUVOIR

CAROLA GUYOT PHUNG, SUZANNE GORGE

Dans la continuité de ses travaux sur la gestion des déchets et l'utilisation des plastiques à usage unique, Terra Nova poursuit ses réflexions sur le développement de l'économie circulaire. Celle-ci cherche à promouvoir un nouveau cycle de consommation : à la séquence extraire-consommer-jeter, elle propose de substituer le circuit : extraire-consommer-réparer-recycler. Le « jetable » gaspille les ressources et contribue à l'accumulation des déchets. Encore faut-il savoir effectuer soi-même une réparation, trouver une pièce de remplacement ou un réparateur accessible…

France Culture — Réparer : la solution de demain - 21.10.23

Le Parisien — Le bonus réparation va être doublé et élargi à d'autres équipements - 20.10.23

Ouest France — Comment prolonger la durée de vie de vos objets ?

LE PROGRÈS — La réparation essaie de retrouver son bonus - 21.10.23

OCTOBRE 2023

UNE FISCALITÉ ÉLASTIQUE SUR LES CARBURANTS POUR AMORTIR LES VARIATIONS DE PRIX

Quentin Perrier

La hausse des prix à la pompe met les décideurs publics devant un dilemme : comment protéger le budget des consommateurs tout en les incitant à la décarbonation ? Cette note soutient qu'une nouvelle architecture de la fiscalité sur les carburants permettrait de concilier ces objectifs : en cas de flambée du baril sur les marchés internationaux, le taux de la taxe diminuerait afin d'atténuer l'impact sur les prix à la pompe ; inversement, il augmenterait lorsque les prix baissent, afin de préserver l'incitation à décarboner.

Le Monde — Prix du carburant : « Une "fiscalité élastique" contribuerait à lutter contre l'inflation et les phases de ralentissements économiques » - 23.10.23

LADEPECHE.fr — Carburant : qu'est-ce que la "taxe flottante" qui pourrait limiter la hausse des prix à la pompe ? - 09.10.23

RMC INFO TALK SPORT — Prix des carburants : et si on touchait aux taxes ? - 10.10.23

Le Parisien — Carburants : et si la fiscalité baissait quand les prix grimpent à la pompe - 09.10.23

LE FIGARO — Carburants : Terra Nova propose de moduler les taxes en fonction des cours du baril - 09.10.23

OCTOBRE 2023

LE CAPITAL NUMÉRIQUE

PHILIPPE ENGLEBERTCLÉMENT BACCHI

Opportunité considérable pour une grande partie de la population, les fruits de la révolution numérique se sont aujourd'hui largement répandus dans toute notre économie et notre société, rendant incontournable l'usage du numérique dans le quotidien des Français (travail, services publics, santé, etc.). Pourtant, plus de 16 millions de nos concitoyens ne maîtrisent pas le numérique, phénomène en progression et touchant également les plus jeunes. Dans ce contexte, il apparaît que les déterminants socio-économiques traditionnels ne suffisent plus à expliquer cette nouvelle forme de fracture sociale.

LE FIGARO — «Il y a un risque de délitement social» : la fracture numérique, une bombe à retardement pour 16 millions de Français - 26.11.23

Capital — Les laissés-pour-compte du numérique ne sont pas forcément ceux qu'on croit - 27.10.23

L'EXPRESS — "Capital numérique" : permettons un accès égal à tous les Français - 11.11.23

la gazette.fr — Capital numérique : une note de Terra Nova pour « traiter le problème de l'illectronisme à la racine » - 03.11.23

NOVEMBRE 2023

DE L'URGENCE D'UNE GRANDE RÉFORME DE LA FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS

Florence Rizzo, Marc-Olivier Padis

Nous sommes face à un constat partagé : l'école française ne garantit plus la réussite des élèves et n'offre plus un cadre digne et épanouissant pour les femmes et les hommes qui se consacrent à l'éducation des futures générations. Pour remédier à cette situation, les réformes se sont enchainées, s'intéressant aux programmes, aux examens, à l'organisation générale... Aucune n'a enrayé le phénomène car elles n'ont pas mis au centre la lutte contre la solitude des enseignants. Face aux défis quotidiens, aux missions de plus en plus nombreuses et aux mutations sociales, les enseignants ne sont que très peu accompagnés. L'École actuelle tient en grande partie sur leur capacité à se mobiliser, souvent sur leur temps personnel.

Les propositions de Terra Nova pour "une grande réforme de la formation continue des enseignants" - 28.11.23

JANVIER 2024

LOI IMMIGRATION : « REVERS POUR LE RN » OU « VICTOIRE IDÉOLOGIQUE » ?

La Grande Conversation

La loi immigration est-elle une « victoire idéologique » pour le RN ou au contraire, comme l'a affirmé le Président de la République, un « revers » pour la formation de Marine Le Pen ? Pour que chacun puisse s'en faire une idée, nous avons inventorié ce texte à la lumière des programmes de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron en 2022.

Loi immigration : un rapport de Terra Nova confirme «une victoire idéologique» pour le RN - 18.01.24

4

Echanger, débattre, partager : événements et rencontres en 2023

Nous attachons autant de prix à l'audience de nos travaux qu'à leur qualité. C'est pourquoi nous sommes attentifs à leur réception dans les médias, sur les réseaux sociaux et auprès des décideurs publics.

En 2023, de nombreux travaux de Terra Nova ont suscité le débat et nos propositions ont été relayés dans les médias. Nos travaux sur les questions économiques et sociales, pendant le débat sur la réforme des retraites, mais aussi sur le secteur de l'immobilier, sur les questions fiscales (fiscalité des carburants, fiscalité locale), sur le capital numérique ont été particulièrement remarqués. Nous avons eu l'honneur de publier en exclusivité un rapport du Professeur Alain Fischer, chargé de coordonner la stratégie vaccinale de l'État contre la pandémie de Covid-19, sur l'état de la recherche médicale en France qui a rencontré un écho important. Nous avons poursuivi nos travaux autour des grands enjeux transitions, alimentaire avec notre étude sur le bio, écologique avec un grand rapport sur les bénéfices écologiques et économiques de la réparation en France.

Nous avons consacré également deux études remarquées sur la stratégie de deux groupes parlementaires à l'Assemblée nationale depuis leur entrée en fonction en juin 2022 : les élus du Rassemblement national, et ceux des Républicains.

FORUM « PLACE(S) DE LA DÉMOCRATIE »

Depuis sa création, Terra Nova contribue activement au débat démocratique en France, et a placé depuis longtemps l'innovation démocratique au cœur de ses préoccupations. La Ville de Nancy quant à elle s'engage de manière concrète pour redonner du pouvoir d'agir aux habitants en encourageant leur participation active dans l'élaboration des politiques publiques de la ville. Notre association avec la ville de Nancy pour organiser l'événement Place(s) de la Démocratie fin septembre 2023 est donc apparue comme une évidence. Du 29 septembre au 1er octobre, nous avons réuni lors de tables-rondes et de conférences autour du renouveau démocratique, de la participation citoyenne, du rôle des médias en démocratie, de la place de nos institutions 32 intervenants de premier plan

Au programme : simulation de réunion interministérielle sur l'huile de palme, consultation délibérative sur le vote obligatoire… **Des tables-rondes et conférences ont également eu lieu autour de l'état de notre démocratie avec la participation notamment d'Alexis Corbière, Yaël Braun-Pivet, Barbara Pompili et de Pierre Rosanvallon,** mais également **d'acteurs locaux, élu.es de Nancy ou acteurs de la vie politique et sociale de la ville.**

LES PETITS DÉJEUNERS 2023 DE TERRA NOVA

Les petits déjeuners de Terra Nova sont organisés autour d'une personnalité issue du secteur politique, économique ou scientifique qui expose, pendant une vingtaine de minutes, sa vision et son analyse d'une problématique spécifique. Le reste de la séance est consacré à l'échange.

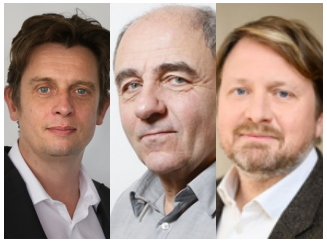
Les invités 2022 étaient les suivants :

Yves Perrier
Président d'Amundi

Jean-François Brochard
Président de Roche

Elisabeth Moreno
Ministre déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, à la Diversité et à l'Égalité des chances

Clémentine Autain
Députée de la 11ème circonscription de Seine-Saint-Denis (LFI-Nupes)



Henri Verdier, Ambassadeur en charge du numérique,
Jean-Louis Missika, Responsable éditorial de La Grande Conversation
Benoit Tabaka, Directeur des relations institutionnelles de Google

#LEspritPublic

Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, invité régulier de l'Esprit Public le dimanche matin à 11H sur France Culture.

C ce soir & C Politique

Thierry Pech a été un invité régulier des émissions de débat politique C Politique et C ce Soir sur France 5 animées par Karim Rissouli et Thomas Snégaroff

RÉSEAUX SOCIAUX

Le nombre d'abonnés organique de Terra Nova a encore grandi en 2023.

67 100
abonnés

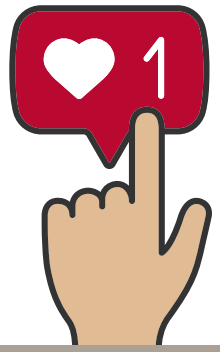
@_Terra_Nova

27 000
abonnés

@TerraNovaThinkTank

14 000
abonnés

Terra Nova- think tank



En 2023, Terra Nova, ce sont **20 millions** d'impressions* Twitter.

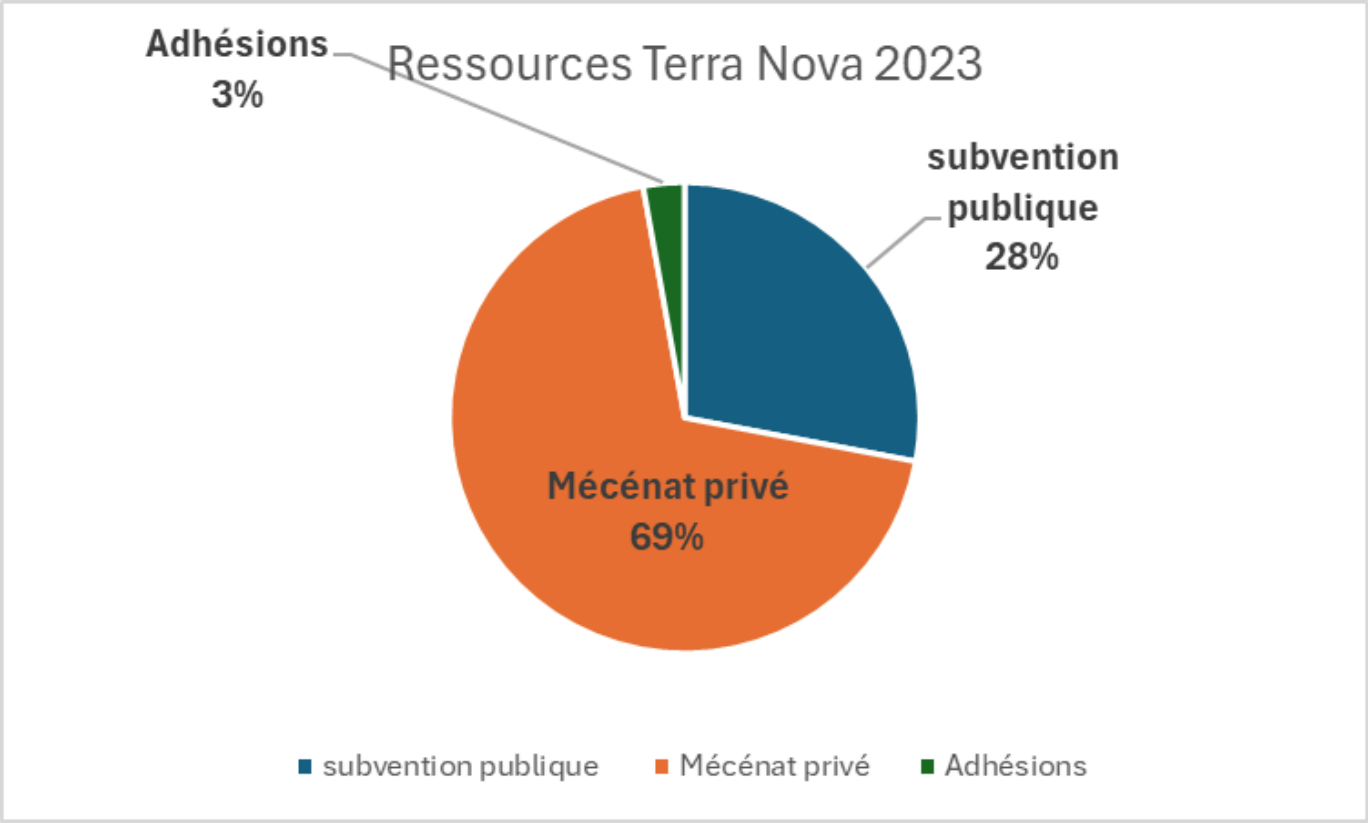
*Impressions : nombre de fois qu'un utilisateur reçoit un Tweet dans son fil d'actualités ou ses résultats de recherche.

6

Nos ressources

Terra Nova possède le statut juridique d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par son décret d'application du 16 août 1901. **Nos comptes sont certifiés annuellement par un commissaire aux comptes.**

Les ressources de l'association pour l'année 2023 s'élevaient à **825 591 euros.** Les recettes liées au mécénat et aux adhésions ainsi les subventions publiques restent stables. Au total, les ressources liées au mécénat représentent en 2023 près de **69%** du total des ressources collectées.



Les mécènes

En 2023, Terra Nova a reçu le soutien de 23 mécènes qui lui ont permis de développer ses projets et de continuer à diffuser ses travaux. Les secteurs d'intervention et le statut de ces mécènes sont représentatifs de la pluralité des thématiques abordées par Terra Nova : AG2R LA MONDIALE, la Caisse des Dépôts et Consignations, Amazon, EDF, Engie, AEMA Groupe, La Fédération Nationale de la Mutualité Française, BNP Paribas, La Poste, Véolia, GRDF, Suez, Voyageurs du Monde, Vyv, Edenred, Fnac Darty , MSD, Galiléo, Snapchat, Roche, Vinci, Maif, Babilou

Comme la plupart de ses homologues, le think tank a également reçu une subvention du Premier ministre au titre de sa contribution à la promotion des droits de l'Homme, du développement de la citoyenneté et de l'animation du débat démocratique.

Le mécénat privé

Le mécénat reposait en 2023 sur 23 conventions majoritairement annuelles. Les mécènes de Terra Nova (dont les entreprises, fondations, établissements publics et fédérations) assurent en 2023 le financement des activités du think tank à hauteur de 69%.

terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE